

#49

prix 1,50 euro | 54e année | septembre-octobre 2010

BELGIE-BELGIQUE

P.B. 1/9352

BUREAU DE DÉPÔT

BRUXELLES 7

SEPT-OCT 2010

la gauche

comprendre le monde pour le changer

SALAIRES, PENSIONS, SERVICES PUBLICS:
**TOUS ENSEMBLE
CONTRE L'AUSTERITE!**



- 3 **Edito** par *Ataulfo Riera*
- 4 **Comblent le déficit public de 25 milliards d'euros**
par *Denis Horman*
- 7 **Formation du gouvernement** par *Thierry Pierret*
- 8 **Travail précaire à La Poste** par *Serge Alvarez*
- 10 **La crise et l'Union européenne: un monstre à deux têtes**
par *Frank Slegers*
- 12 **27ème Camp international de la jeunesse**
par *Gilles et Charlotte*
- 13 **Code Rouge : "Résistance !"** interview de *Najib Chairi*
- 15 **Les gens d'abord!** par *Guy Van Sinoy*
- 15 **Il y a 15 ans disparaissait Ernest Mandel**
- 16 **Le patriarcat et le capitalisme renforcent
l'oppression des femmes** par *Denise Comanne*
- 18 **Une vibrante voix s'est éteinte: Denise Comanne
(1949-2010)** par *Eric Toussaint*
- 20 **Qui a mis le feu à la Russie ?** par *Jean Batou*
- 21 **Nourrir le monde ou le piller ?** Carte blanche
- 23 **Assiéger le siège d'Israël** par *Omar Barghouti*
- 24 **Une Knesset israélienne fasciste** par *Michel Warschawski*
- 25 **Afghanistan: les Etats-Unis ont déjà perdu la guerre**
par *Guy Van Sinoy*
- 27 **Il y a 30 ans, les travailleurs polonais faisaient
reculer le pouvoir** par *Guy Van Sinoy*
- 31 **20 août 1940: Trotsky assassiné**
par *par Marcel Liebmann, écrit le 20 août 1965*
- 35 **A lire**

cover

photo: Indymedia Uruguay



Ont collaboré à ce numéro: Ataulfo Riera, Bruno De Wit, Chris Den Hond, Daniel Tanuro, David Dessers, Denis Horman, Denise Comanne, Eric Toussaint, Francine Dekoninck, Frank Slegers, Gilles, Guy Van Sinoy, Jean Batou, Louis Verheyden, Little Shiva, Marijke Colle, Michel Warschawski, Michèle Marteaux, Najib Chairi, Omar Barghouti, Pauline, Serge Alvarez, Stéphanie Staïesse, Thierry Pierret, Thierry Tillier, Thomas Weyts.

La Gauche est le journal bi-mestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire LCR, section belge de la Quatrième Internationale.

Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.

*Adresse et contact: 20, rue Plantin
1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be*

*Tarifs et abonnements:
1,5 € par numéro; 8 € pour un an
Etranger: 18 € pour un an*

*A verser sur le n° de compte
de la Formation Léon Lesoil
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles
n° 001-0728451-57
IBAN BE09 0010 7284 5157
BIC BNP Paribas Fortis: GEBABEBB
mention "La Gauche"*

**La Gauche est éditée
par la Formation Léon Lesoil
e.r. A.Riera**



Un pays instable, une austérité imbuvable

✦ par Ataulfo Riera

Dans sa campagne électorale, le PS avait promis "Un pays stable et des emplois durables". Il n'y a ni l'un, ni l'autre. Le "pré-formateur" plusieurs fois malheureux Elio Di Rupo a annoncé la couleur et tous les partis traditionnels qui s'étripent sur BHV et la régionalisation sont par contre parfaitement d'accord sur la "nécessité" d'un plan d'austérité de 25 milliards d'ici 2015. Un plan qui, comme partout ailleurs, s'attaquera de manière frontale aux conditions de vie et aux conquêtes historiques des travailleurs, tout en écartant soigneusement toute mesure effective contre les capitalistes et les grandes fortunes. La FEB, qui piaffe d'impatience, a d'ores et déjà élaboré son plan: diminution du nombre de fonctionnaires et des pensions dans le secteur public, réduction des dépenses de la Sécu, révision du système des congés (crédit-temps, congé parental, etc.), restauration de la "compétitivité" en réduisant le "handicap salarial", (en s'attaquant aux salaires et à l'index). Sans oublier également que plusieurs mesures destinées à reculer l'âge de la pension ont déjà été envisagées dans le cadre de la discussion sur le "vieillessement" et reviendront inévitablement sur le tapis.

Mais, Belgique oblige, l'attaque contre les conditions de vie des travailleurs ne prend pas exactement la même forme chez nous. Puisqu'elle se combine étroitement avec une crise institutionnelle extrêmement profonde, cette dernière lui donne un "cachet particulier", à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, pour la bourgeoisie flamande, la régionalisation accrue n'est qu'une étape afin de pouvoir appliquer une politique néolibérale plus brutale en Flandre, en se débarrassant à la fois du "poids" du mouvement ouvrier francophone et des conquêtes sociales historiquement arrachées dans le cadre fédéral par l'ensemble du mouvement ouvrier. En même temps, les mesures destinées à mener à bien cette régionalisation accrue constituent autant de mesures d'austérité en elle-mêmes. Les

réformes envisagées de la loi de financement et de régionalisation des matières liées à la Sécurité sociale (soins de santé, allocations familiales, politiques de l'emploi) impliquent nécessairement une régression sociale importante, tant pour les salariés flamands, wallons que bruxellois.

La lutte pour le maintien d'une Sécurité sociale fédérale, intégrale et forte est une priorité, mais elle ne signifie pas de tomber dans l'écueil d'un belgicisme désuet et qui sent de plus en plus la naphthaline. La Sécurité sociale n'est pas un héritage de

institutionnelle. Ils tombent déjà à pieds joints dans le panneau du chantage exercé par les partis traditionnels selon lesquels une mobilisation sociale d'ensemble ne ferait qu'aggraver la situation politique et précipiter la crise terminale du pays.

Or, il y a urgence. Les négociations d'automne pour un nouvel accord interprofessionnel (AIP) seront cruciales pour déterminer l'ampleur des attaques conjointes du gouvernement et du patronat et pour tester la capacité du mouvement ouvrier à s'y opposer. La réussite d'une



la Belgique monarchiste et unitaire. C'est une conquête historique du mouvement ouvrier imposée à cet Etat unitaire et qui s'est maintenue dans le cadre fédéral. Il n'appartient donc pas aux parti bourgeois de la marchander et de la dépecer dans le cadre de leurs querelles.

En outre, cerise sur le gâteau, le "sauvetage" et la "stabilité" du pays chère à Di Rupo sera justement au coeur de l'offensive idéologique visant à faire accepter l'austérité au mouvement ouvrier. Les sommets FGTB et CSC semblent paralysés dans une fascination hypnotique face à la crise

telle opposition nécessite que la mobilisation soit lancée sans plus tarder. A ce titre, l'euro-manifestation du 29 septembre à Bruxelles – malgré l'absurdité du mot d'ordre avancé par la Condération Européenne des Syndicats en faveur de la "croissance" – est une échéance importante. Elle doit être conçue comme un point de départ pour une mobilisation interprofessionnelle sans cesse plus large, vers une grève générale de 24 heures afin de tout faire pour repousser à la fois l'austérité capitaliste et l'austérité masquée sous une réforme anti-sociale de l'Etat. ■

Pour combler le déficit public de 25 milliards d'euros:

Prenons l'argent là où il est !

Tous ensemble à Bruxelles le 29 septembre contre la régression sociale.

✦ par Denis Horman

"Le compromis sur les questions institutionnelles est d'autant plus urgent qu'un autre travail 'titanesque' nous attend," a déclaré le pré-formateur, Elio Di Rupo, lors de sa conférence de presse donnée le 18 août dernier. "Comme je l'ai dit, c'est l'élaboration du budget du pays tout entier qui requiert un effort de 25 milliards à l'horizon 2015 pour l'ensemble des entités belges". Depuis des années, ce sont bien les travailleur/euse/s qui ont payé l'addition. Alors, stop ou encore ?

Responsabilité des entités fédérées

"Responsabiliser toutes les entités pour atteindre l'équilibre budgétaire est absolument indispensable pour freiner et puis annuler l'effet boule de neige de la dette globale du pays", a encore souligné le président du Parti socialiste. Une dette publique qui a dépassé à nouveau la barre symbolique des 100% du PIB (produit intérieur brut) de la Belgique!

Message bien reçu à la Région wallonne. Son Exécutif, dirigé par le PS (avec la participation d'Ecolo et du CDH) vient de mettre en application une nouvelle redevance sur le gaz : une augmentation de plus ou moins 54 euros par an pour les familles se chauffant au gaz. En octobre 2009, le gouvernement Van Rompuy, avec la participation, aux côtés du CD&V, du PS, du CDH, du MR et de l'Open VLD, votait une première tranche de réduction du déficit public (déjà estimée entre 20 et 25 milliards d'euros) de quelque 3,5 milliards d'euros pour les années 2010 et 2011, la grosse partie du déficit devant être apurée pour 2015.

Il a été convenu que les Régions et Communautés prennent leurs responsabilités, pour un tiers, dans les mesures d'assainissement des finances publiques. L'augmentation récente du gaz de chauffage, décidée par le gouvernement de la Région wallonne, n'est en fait qu'une des concrétisations de cette responsabilité bien particulière des entités fédérées.

Quelques semaines à peine avant la mise en place de ce plan d'assainissement des finances publiques – en fait, d'austérité – par le gouvernement Van Rompuy, le président du PS déclarait : "On épargnerait ceux qui ont été les responsables de la crise et on ferait payer les gens ? Je suis clair : avec moi, c'est non". Quelques semaines plus tard, c'était oui !

Ce n'est pas à nous de payer leur crise !

Dans plusieurs pays, en Grèce, en Italie, en Espagne, en Irlande, au Portugal, en France..., les travailleurs-euses et leurs organisations syndicales ont commencé à réagir au travers des grèves générales, des manifestations de masse, à des attaques sociales sans précédent, en reprenant le même leitmotiv : "Ce n'est pas à nous de payer leur crise".

"Parce que cette crise n'est pas la nôtre, l'addition doit être payée par les banques et par les spéculateurs et non par les travailleurs", déclare la Confédération européenne des syndicats en préparation de la manifestation européenne qu'elle organise à Bruxelles, le 29 septembre prochain.

Dans leur memorandum adressé à l'informateur -pré-formateur- formateur (!), "la FGTB et la CSC, conscientes que le nouveau gouvernement fédéral doit relever le défi de rétablir l'équilibre budgétaire et de réduire la dette, rappellent cependant

que la détérioration budgétaire n'est pas imputable aux travailleurs, mais bien à ceux qui ont provoqué la crise financière et économique".

Le mot d'ordre : "ce n'est pas à nous de payer leur crise" est complètement justifié. Il renvoie et découle, entre autre, de la réponse à la question : d'où viennent ces déficits publics et ces dettes abyssales ?

Tous ensemble à Bruxelles le 29 septembre contre la régression sociale".

Le Front des Gauches (dans lequel la LCR milite activement aux côtés de cinq autres organisations, le PC, le PSL, le PH, le CAP et Velorution) a lancé un appel "Tous ensemble à Bruxelles le 29 septembre contre la régression sociale". Cet appel apporte précisément une réponse éclairante à la question : quels sont les responsables de ces déficits publics. "Les droits sociaux, les services publics et les dépenses sociales ne sont nullement la cause des déficits publics", souligne l'appel du FdG. "Le gonflement des dettes et des déficits publics est avant tout le résultat de plusieurs décennies de cadeaux fiscaux au patronat et aux plus riches, au travers des réductions d'impôts, des cotisations patronales et des taxes sur le capital (...) Alors que les banques et les spéculateurs financiers sont les responsables de la crise financière de 2008, les gouvernements ont massivement volé à leur secours, sans contrepartie et avec l'argent des contribuables, alourdissant encore plus leurs déficits publics. Puisqu'ils se sont refusés à prendre directement l'argent dans la poche des grosses fortunes, ces mêmes gouvernements se retrouvent aujourd'hui contraints d'emprunter à des taux élevés aux mêmes banquiers et spéculateurs qu'ils ont sauvés de leur propre banqueroute et qui, à leur tour, ne se privent pas de spéculer sur ces

dettes publiques alourdies, provoquant ainsi le prétexte mis en avant aujourd'hui pour justifier les plans d'austérité".

Une autre redistribution des richesses... produites par les travailleurs-euses !

Le memorandum FGTB-CSC "demande un assainissement du budget moyennant de nouvelles recettes à trouver en premier lieu chez ceux qui ont été le plus ménagés jusqu'à présent, en faisant porter les fardeaux les plus lourds sur les épaules les plus fortes, en préservant les bas revenus et les allocataires sociaux... sans déstabiliser les services collectifs". Dans cette démarche la FGTB a même avancé, il y a quelques mois déjà, des propositions chiffrées qui pourraient faire entrer, à court terme, 5,6 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat et quelque 19 milliards à moyen et long terme.

En ce qui concerne la fiscalité, deux axes sont particulièrement mis en avant par les organisations syndicales, mais aussi des collectifs dont "le réseau pour la justice fiscale", les organisations de la gauche radicale, dont la LCR : (1) une plus juste répartition des impôts (la justice fiscale !) et un impôt sur la fortune. La justice fiscale implique que chacun-e paye ses impôts au prorata de ses revenus. L'impôt doit être progressif (plus le revenu est élevé, plus on doit être imposé ; (2) l'impôt doit porter sur l'ensemble des revenus de la personne.

En Belgique, on est loin du compte. Le maintien du secret bancaire fiscal (c.à.d la non obligation pour les institutions financières de déclarer automatiquement au fisc la liste nominative des comptes, de leurs titulaires et de leurs avoirs) et en conséquence, l'absence d'un cadastre des fortunes, permet à la grande partie des patrimoines financiers et des revenus liés à ces patrimoines d'échapper au fisc. Cela explique également que plus ou moins 70% des recettes de l'Etat fédéral, alimentées par les impôts directs, proviennent des salariés-appointés (dont la fiche de paie est communiquée automatiquement au fisc !).

A son dernier congrès, fin du mois de mai, la FGTB wallonne soulignait, à juste titre que "la levée du secret bancaire fiscal est la clé de voûte d'une taxation des revenus du capital". De même, "cette levée du secret bancaire et le cadastre des fortunes (celui-ci impliquant la levée du secret bancaire, ndr) sont les conditions pour s'attaquer efficacement à la fraude fiscale estimée à 30 milliards d'euros/an".

Ce secret bancaire fiscal à la Belge fait aujourd'hui l'objet de multiples débats. C'est que, à cet égard, la Belgique, avec le Luxembourg et l'Autriche, est devenue l'Exception : "La Belgique est un des rares pays de l'Union européenne (3 sur 27) et de l'OCDE (4 sur 30) à s'accrocher à l'utilisation fiscale du secret bancaire

de la levée du secret bancaire" (PS) ou encore la déclaration, au fisc, de la liste des comptes bancaires, mais en excluant la connaissance des avoirs sur ces comptes (Ecolo).

La justice fiscale vaut également pour les entreprises. En commençant par stopper les cadeaux et avantages fiscaux (intérêts



(Rapport 2007 du Conseil supérieur des Finances).

Il y a bien actuellement deux propositions de loi, présentées respectivement par le PS/Spa et Ecolo, mais elles proposent uniquement "un assouplissement des conditions

notionnels coûtant plus de 4 milliards d'euros par an à l'Etat, etc.), en mettant un coup d'arrêt l'abaissement des cotisations sociales patronales. En opérant un relèvement drastique de l'impôt sur les sociétés. La FGTB wallonne propose par exemple

que "les bénéfices redistribués sous forme de dividendes soient taxés à hauteur de 45%".

L'impôt sur la fortune

L'instauration d'un impôt sur la fortune, à l'instar de son existence dans d'autres pays européens – dont la France où il a rapporté plus de 3 milliards d'euros en 2009 - revient périodiquement sur la table en Belgique. Mais, à ce jour, il n'y a jamais eu d'accord politique pour passer à l'acte. Alors, le prochain gouvernement fera-il le pas ?

Lors des dernières élections fédérales, le PS et Ecolo se sont prononcés pour cet impôt. Le PS, par la voix de son président, Di Rupo, a avancé la revendication d'un impôt sur la fortune qui devrait toucher le 1% de la population dont les avoirs dépassent 1 million 250 mille euros (en dehors de l'habitation personnelle et le patrimoine commercial pour les indépendants). Cet impôt serait de 0,5%. Sans la levée du secret bancaire, ces propositions restent un vœu pieux.

Comme l'a fait remarquer justement la FGTB wallonne, lors de son dernier congrès, "l'impôt sur la fortune exige la création d'un cadastre des fortunes, qui n'existe pas", ajoutant "Si 2% étaient prélevés sur la fortune des 25 familles les plus riches de Belgique, qui pèsent 24 milliards d'euros, cela rapporterait 477 millions d'euros".

Une des pistes, avancée par le PS pour accroître l'impôt sur les revenus du capital, pourrait se concrétiser par une augmentation du précompte mobilier qui est, faut-il le rappeler, libératoire. Une fois le précompte acquitté, ces revenus financiers ne sont pas ajoutés aux autres revenus dans la déclaration d'impôt.

Faut-il souligner qu'une telle proposition

d'augmentation du précompte mobilier toucherait indistinctement petits, moyens et gros placements financiers, sans pour autant égratigner les grosses fortunes. D'autant, comme nous l'avons montré, qu'il n'existe pas de cadastre des fortunes mobilières (financières) en Belgique : le patrimoine mobilier de chaque Belge n'est donc pas connu du fisc.

Plusieurs organisations plaident aujourd'hui pour l'impôt sur la fortune, soit un impôt exceptionnel (qui permettrait de diminuer drastiquement le stock de la dette et surtout la charge des intérêts qui grèvent lourdement le budget de l'Etat fédéral), soit un impôt annuel sur le patrimoine des plus riches. C'est une revendication complètement justifiée, surtout dans le contexte actuel. Elle l'est fiscalement : les facultés contributives de cette couche la plus favorisée ont été fort peu sollicitées depuis longtemps, bien au contraire ; elle l'est économiquement : l'enrichissement des plus riches s'est surtout produit par la spéculation sur les marchés financiers, par les intérêts sur les emprunts, payés par l'Etat à ces mêmes ménages fortunés, sans oublier les (sur)profits des entreprises, distribués sous forme de dividendes alimentant la spéculation et la bulle financières, les placements dans les paradis fiscaux, le train de vie somptueux des gros actionnaires.

Stop à l'austérité !

"Les travailleurs ne sont pas responsables de la crise", on est d'accord ! "Ce sont les banquiers, les spéculateurs", en fait le fonctionnement même de ce système capitaliste basé sur l'exploitation, la concurrence, l'accaparement, par une poignée de groupes

économico-financiers et de familles, des richesses produites par les travailleurs. Pour garantir les besoins sociaux et améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population, les richesses existent bel et bien. Il faut les répartir autrement.

"Il s'agit, pour les travailleurs", comme l'a souligné le congrès de la FGTB wallonne, "de récupérer la part des richesses qui a sur-rétribué les actionnaires pour financer l'augmentation des salaires bruts, la réduction collective du temps de travail, des politiques industrielles, la transition vers de nouveaux modes de production, le relèvement de la pension légale, le rattrapage et la liaison au bien-être des allocations sociales...". Voilà une belle indication pour le prochain accord interprofessionnel 2011-2012 !

Alors, il n'est plus question de parler et accepter "des sacrifices à répartir équitablement". Le constat est suffisamment clair, non seulement pour dire clairement NON A L'AUSTERITE, non aux mesures actuelles de régression sociales et celles qui se préparent, mais aussi et surtout pour défendre sans concession les acquits (fruits des luttes), élargir et unifier les luttes face aux attaques menées par le patronat et le pouvoir politique, préparer ensemble les mobilisations sociales prochaines sur base d'un plan et un programme d'urgence sociale et écologique.

Les militant/e/s du mouvement syndical, des collectifs de lutte, des organisations politiques de la gauche radicale portent à cet égard une lourde responsabilité. ■



Formation du gouvernement : Quels enjeux ?

✦ par *Thierry Pierret*

Les négociations pour la formation du gouvernement achoppaient sur de grandes difficultés à l'heure d'écrire ces lignes. S'il est impossible à ce stade d'en prévoir l'issue, on peut déjà discerner les dangers de certaines mesures pour la cohésion sociale et le bien-être de la population.

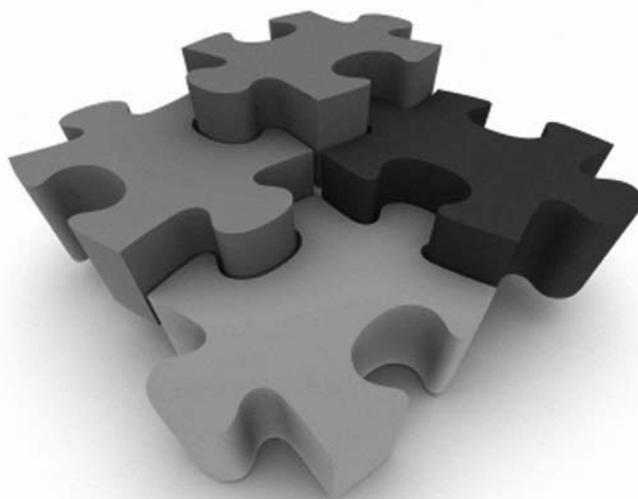
La N-VA de Bart De Wever, forte de son raz-de-marée électoral du 13 juin, était déterminée à déplacer le centre de gravité du niveau fédéral vers les "entités fédérées". Dans le système actuel, le pouvoir fédéral a tous les pouvoirs sauf ceux qu'il délègue explicitement aux "entités fédérées". Il lève les principaux impôts dont il leur alloue une partie du produit via des dotations. La N-VA veut renverser la pyramide : tout le pouvoir et tout l'argent aux "entités fédérées" sauf les matières qui seraient explicitement confiées au Fédéral avec dotations à la clé.

Un imbroglio institutionnel

Le problème, c'est que lesdites entités fédérées sont doubles: il y a les Régions qui s'occupent de matières liées à un territoire et les Communautés qui s'occupent de matières liées à des personnes. Si les Communautés exercent sans partage leurs compétences dans la région linguistique unilingue qui leur correspond, les Communautés flamande et française se font concurrence dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Tous les habitants, quelle que soit leur langue, y ont un accès égal aux services des deux Communautés.

La coexistence de Régions et de Communautés fait obstacle au projet de la N-VA, car elle implique la prééminence du niveau fédéral sur les entités fédérées. Plus on leur transférera de compétences et de moyens budgétaires, plus cette coexistence deviendra problématique voire impossible. Or le préformateur Elio di Rupo a déjà mis sur la

table un transfert de compétences pour une masse budgétaire de 15,8 milliards d'euros. La question est de savoir quelles entités vont en bénéficier et à quelles conditions. La polémique sur les allocations familiales est assez révélatrice des difficultés et des dangers à venir.



Un enfant égalera-t-il encore son propre frère ?

Les négociateurs se sont vite mis d'accord sur le principe du transfert des allocations familiales. Mais une polémique a éclaté lorsque la N-VA a exigé leur transfert aux Communautés plutôt qu'aux Régions comme le souhaitent la plupart des autres partis. Si la N-VA devait avoir gain de cause, cela signifierait que deux familles bruxelloises habitant le même palier toucheraient des allocations différentes pour leurs enfants selon qu'ils les ont placés dans une crèche de l'ONE ou de K&G. Les enfants d'une même famille pourraient même dépendre de régimes différents si l'un a été placé à l'ONE et l'autre à K&G ! En effet, c'est le critère proposé par la N-VA pour distinguer les enfants qui dépendraient de l'un ou de l'autre régime d'allocations familiales. Cela impliquerait de rendre obligatoire le placement en crèche alors qu'il y a un manque

criant de places à Bruxelles comme ailleurs dans le pays. Et que se passera-t-il si les parents inscrivent plus tard leur enfant dans une école maternelle qui ne dépend pas de la même Communauté que sa crèche ? Vont-ils basculer dans l'autre système ? Une autre "solution" serait d'obliger tous les Bruxellois à déclarer officiellement leur appartenance linguistique. Cela mettrait fin à la liberté de choix et ouvrirait la voie à un véritable apartheid social.

Une mesure antisociale

Quelle que soit la solution retenue, les allocations familiales sortiront du giron de la Sécurité sociale puisque la Sécu reste fédérale. Cela signifie qu'elles seront désormais financées par l'impôt et plus par les cotisations sociales. Il y a fort à parier qu'on en profitera pour accorder une nouvelle baisse de charges sociales aux patrons. Ils pourront garder l'argent qu'ils payaient pour financer les allocations familiales de leurs salariés. En revanche, ceux-ci vont devoir payer des impôts plus élevés pour

avoir droit aux mêmes allocations qu'avant. A moins qu'on ne diminue drastiquement leur montant. C'est ce qui se passera certainement à Bruxelles et en Wallonie. En effet, ces deux entités n'ont aucune raison de mener une politique nataliste vu que la natalité y est en hausse. A Bruxelles, on frôle même le taux de remplacement des générations avec 2,06 enfants par femme. Or ce sont aussi les deux entités qui ont le moins de marges budgétaires. Le transfert des allocations familiales aux entités fédérées est aussi une première brèche dans la solidarité interpersonnelle nationale que d'aucuns vont s'efforcer d'élargir à d'autres pans de la Sécurité sociale comme l'assurance maladie/invalidité. On parle déjà d'élargir les compétences des Communautés en matière de soins de santé. ■

Travail précaire et fin de l'égalité salariale à La Poste

✦ par Serge Alvarez,
délégué CSC à la Poste, militant LCR

Le 26 juillet, une action syndicale avec préavis de grève lancée par la CSC et la CGSLB a eu lieu à Jodoigne et à Hannut. Quelques centaines de militants de la partie francophone du pays avaient répondu présents. L'action touchait ces deux bureaux car ils ont été choisis par la direction de La Poste pour tester le projet de facteur low cost (pudiquement appelé par la direction "facteur de quartier").

Le statut du personnel est en miettes

Cette offensive de la direction de La Poste n'est pas neuve. Depuis 1991, La Poste est régie par des contrats de gestion établis par le gouvernement. Ces contrats de gestion déterminent notamment les missions de service public (distribution du courrier, paiement des pensions, ...). En échange, La Poste est libre de s'organiser en toute autonomie en vivant sur ses fonds propres. Ainsi malgré la loi du 21 mars 1991 qui oblige La Poste à employer du personnel statutaire, sauf en période de pics de courrier (élections, vacances de Noël) pendant laquelle la loi permet de pouvoir faire appel à des contractuels, la direction de La Poste ne respecte pas la loi. Depuis plus de 10 ans, elle n'a plus engagé de statutaires, malgré les nombreuses protestations syndicales. Les travailleurs de La Poste ont vécu un détricotage progressif de leur statut et ont assisté à une arrivée massive de contractuels, les uns à durée déterminée, les autres à durée indéterminée.

D'abord le profit

Avec l'entrée de l'actionnariat privé (Fortis et AXA, dans un premier temps), les guichetiers se sont vus contraints de vendre des produits bancaires n'ayant plus rien à voir avec la notion de service au public. La stratégie dictée était de vendre

un maximum des produits bancassurances imposés par les nouveaux actionnaires.

Avec l'arrivée de la Poste danoise et du groupe financier britannique CVC, la situation a empiré. Le groupe CVC a la réputation d'injecter de l'argent dans des entreprises, de les restructurer, de pomper à court terme un maximum de dividendes puis de repartir. Et tant pis pour l'entreprise! Quant à la poste danoise, il s'agit d'une poste privatisée. Au Danemark, les travailleurs statutaires se sont vus "racheter" leur statut avant de devenir des contractuels. Le réseau des guichets a été disloqué.

La direction de La Poste en Belgique fait de même, malgré une densité de population différente et une tradition syndicale forte. Le refocus (la requalification des fonctions) a été imposé: les employés internes ont été déqualifiés (passage de rédacteur à E1), de même que les facteurs. Avant tous les facteurs étaient sur un même pied d'égalité, qu'ils soient trieurs ou distributeurs. Aujourd'hui les facteurs distributeurs sont D3 tandis que les trieurs sont D2.

Les conditions de travail empirent

L'entreprise a été coupée en deux secteurs (Mail, Retail) étanches, avec chacun leur propre logique et leur propre management. Le Retail (la vente de produits au guichet). La priorité est devenue l'élimination des files d'attente. Chaque guichetier a désormais trois minutes pour servir un client et essayer de lui vendre un produit. Cela provoque une concurrence entre les bureaux (bons vendeurs et moins bons vendeurs) et une concurrence au sein d'un même bureau, entre guichetiers. De plus, la suppression d'une bonne moitié des bureaux de poste a augmenté l'afflux d'usagers dans les bureaux qui subsistent. Stress, files d'attentes qui s'allongent devant les guichets, les conditions de travail se dégradent dans les bureaux de poste et les



Manif des postiers à Hannut

employés contractuels n'osent pas trop réclamer par crainte de voir leur contrat non renouvelé.

Le Mail (le courrier)

Pas une année ne s'est écoulée sans l'introduction d'une réorganisation: Géoroute, le nouveau Géoroute. Le prétexte invoqué était d'ajuster la diminution du courrier-lettre par un rééquilibrage des tournées. Il en a résulté, d'une part, une diminution du service aux usagers (une seule tournée de distribution, les pensions ne peuvent pas être transférées à l'hôpital du client, la représentation des recommandés ne se font plus qu'à la seule demande écrite de l'utilisateur, ...) et, d'autre part, une dégradation des conditions de travail des facteurs (augmentation de la charge à transporter lors de l'unique tournée de distribution: courrier, envois non adressés, paquets, recommandés). La direction nie que cela a un coût social: augmentation du nombre de maladies de dos irrémédiables, de dépression, principalement chez les statutaires plus âgés.

Précarisation poussée à l'extrême

Les nombreuses actions de protestation menées par les travailleurs de La Poste contre la détérioration de leurs conditions de travail ont mené la direction à temporiser. Dans un premier temps, de nombreux contrats à durée déterminée ont été transformés en contrat à durée indéterminée. Idem pour les premiers emplois pour les jeunes. Mais cela s'est fait au prix d'une diminution de salaire de 200 euros net par mois et de l'abandon de leurs chèques repas pendant 2 ans!

Les facteurs low cost (appelés par la direction "facteurs de quartier", comme si les

facteurs habituels ne passaient pas dans le quartier!) seront pour leur part des travailleurs avec un statut extrêmement précaire: à temps partiel, avec un contrat ouvrier, de surcroît sous-payé.

Le facteur de quartier qui préparera sa tournée avant de partir aura un contrat d'employé, celui qui ne fera que la distribution aura un contrat ouvrier. Jusqu'à présent les seuls contrats ouvriers à La Poste ne concernaient que le personnel de nettoyage et celui du Pool ouvrier. Il est fort probable que ces "facteurs de quartier" seront surtout des petits pensionnés, des étudiants, du personnel d'ateliers protégés, ou des personnes sans revenu et sans statut. Le salaire sera de 9,86 euros bruts de l'heure. Ces personnes ne passeront même pas au bureau de poste pour y prendre le courrier à distribuer. Un garage sous-loué par la poste suffira.

La CGSP-Poste: maillon faible de la résistance

La multiplication des statuts précaires et l'atomisation du personnel qui en résulte va obliger les organisations syndicales à se repositionner. En effet, quel est l'intérêt pour un travailleur précaire de se syndiquer s'il ne voit jamais son délégué, et pis, si le syndicat est incapable d'empêcher la précarisation extrême des conditions de travail?

Les statuts salariaux sont démultipliés. De même pour le calcul du montant de la pension qui se fera désormais sur base de régimes de pensions différents: 75% du montant des 5 dernières années de service pour un statutaire (avec péréquation), 60% de la moyenne de la carrière pour un contractuel (sans péréquation).

En commençant par tester les facteurs low cost dans quelques bureaux, la direction de la Poste espère que les réactions de protestations spontanées resteront à l'échelle locale, et éviter ainsi une mobilisation nationale en front commun. Comme cela concerne les plus précarisés, sans solidarité, il est plus difficile de faire grève longtemps. Cela explique en partie qu'il n'y avait pas de mobilisation néerlandophone pour aller à Jodoigne.

De plus, le Front commun syndical est au point mort. La CGSP-Poste a avalisé le recul social en acceptant de signer la convention collective qui introduit les facteurs low cost. C'est ce qui explique que la CGSP était complètement absente des mobilisations à Jodoigne et à Hannut. ■

Ces "petites entreprises qui ne connaissent pas la crise" (1)

Ensemble avec le FMI et la Banque centrale européenne, la Commission européenne est en première ligne pour imposer l'austérité budgétaire partout en Europe: réduction des dépenses, suppression d'effectifs publics, baisse des salaires et des pensions, recul de l'âge de la retraite (jusqu'à 67 ans dans certains pays)... Pourtant, elle est loin d'appliquer à elle-même ses recettes "indispensables" puisque son budget connaîtra une croissance de 4,4% en 2011, pour atteindre de 8,3 milliards d'euros de frais de fonctionnement. Ses fonctionnaires peuvent tranquillement continuer partir à la retraite à 61 ans et leurs pensions ont augmenté de 7%. En outre, avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, le gigantisme bureaucratique de l'UE s'étend également avec la création d'un nouveau service diplomatique européen, qui comptera pas moins de 6000 à 7000 fonctionnaires pour un coût de près de 3 milliards d'euros. Signe qui ne trompe pas quant à la nature despotique de l'UE, c'est une aristocrate, la baronne britannique Lady Ashton qui a été nommée à sa tête... ■

Ces "petites entreprises qui ne connaissent pas la crise" (2)

D'après le rapport annuel de l'Institut International de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI) rendu public en juin dernier, les dépenses militaires dans le monde ont à nouveau augmenté de manière importante en 2009. 65% des pays étudiés ont procédé à de telles augmentations, ailleurs les réductions sont nulles ou insignifiantes. En 2009, les dépenses militaires dans le monde ont atteint la somme astronomique de 1531 milliards de dollars, en augmentation de +50% depuis 2000.

Sur ce total, les Etats-Unis du prix Nobel de la "Paix" Barack Obama occupent la première place avec 661 milliards de dollars, soit 43% du total mondial avec un budget militaire augmenté de 47 milliards de plus qu'en 2008 (+75,8% d'augmentation depuis 2000). Des pays qui appliquent aujourd'hui une austérité drastique en coupant brutalement dans les dépenses sociales maintiennent ou augmentent par contre sans vergogne leurs dépenses militaires, comme la Grèce, l'Espagne (au 15e rang des dépenses mondiales, avec 18,3 milliards de dollars en 2009 et +34% d'augmentation depuis 2000) ou la Grande-Bretagne (au 4e rang avec 58,3 milliards en 2009, + 28,1% depuis 2000) ou la France (au 3e rang avec 63,9 milliards en 2009, + 7,4% depuis 2000).

Du point de vue des intérêts des grandes puissances impérialistes, cette augmentation des dépenses d'armements en pleine crise est logique, dans le cadre d'une concurrence mondiale rendue plus acharnée que jamais.

Outre leur fonction économique immédiate, les différentes bourgeoisies impérialistes ont intérêt à protéger par tous les



Lady Ashton / Itronix GD300 de General Dynamics

moyens leurs investissements, leurs sources d'approvisionnement en matières premières et en énergie, ainsi que leurs parts d'un marché mondial, contracté par la crise. Dans ce contexte, les capacités militaires constituent un "argument" de poids pour cette défense ou pour la conquête de nouveaux débouchés ou de nouvelles sources de richesses. ■

La crise et l'Union européenne: Un monstre à deux têtes

❖ par Frank Slegers

La crise financière dans la zone euro semble avoir un peu reflué momentanément. L'Espagne et le Portugal ont trouvé de nouveaux prêts sans difficulté sur les marchés financiers en juillet, nota bene, à un taux plus favorable que celui offert par l'Union européenne. Cette année, ils n'ont plus besoin de capital. Même la Grèce a lancé de nouveaux emprunts avec succès. Par ailleurs, la publication du "stress test" des banques européennes sera utilisée pour renforcer le capital de base des institutions financières, éventuellement avec des moyens publics. Ainsi, l'été peut être paisible, jusqu'à ce que la crise éclate de nouveau, ici ou ailleurs. Parce que fondamentalement, rien n'est résolu.

Il y a deux aspects dans la crise "grecque" de l'euro: d'une part, c'est une nouvelle étape de la crise mondiale du capitalisme qui a déjà frappé fort en septembre 2008 avec la chute de Lehman Brothers. Mais c'est aussi une crise spécifique européenne.

Une nouvelle étape

La crise qui a fait trembler la zone euro sur ses bases en avril et mai 2010 est un maillon dans la crise mondiale d'une économie qui flotte sur des dettes. Cette mer de dettes est à son tour une conséquence de la redistribution erronée sous le néolibéralisme. La croissance, au cours de la dernière décennie, n'a été possible qu'en remplaçant le pouvoir d'achat diminué des travailleurs par des crédits, pour lesquels il a été de moins en moins vérifié que les emprunteurs avaient la capacité de les rembourser. Des "crédits pourris" et des bulles financières ont continué à faire tourner le moteur.

L'économie européenne est devenue, elle aussi, une économie de dettes. Ce développement est étroitement lié à un autre déséquilibre dans l'économie européenne. Jusqu'à ce qu'elle soit supplantée par la Chine, l'Allemagne était la championne mondiale de l'exportation et une grande part de cette exportation était livrée en Europe. L'Allemagne a déjà depuis des années un grand surplus de sa balance

Israël est l'Etat "membre" le plus ruineux de l'UE

L'Etat d'Israël jouit d'un statut particulier et privilégié avec l'UE. L'absence totale de réaction face aux destructions menées par l'armée israélienne contre des infrastructures palestiniennes financées par des fonds européens souligne l'impunité dont il dispose. Le journal espagnol "Publico" a révélé le contenu d'un rapport de la Commission européenne sur l'ampleur de ces destructions. Selon ce rapport, 78 infrastructures et projets humanitaires financés par les contribuables européens ont été détruits au cours de ces dix dernières années: Ponts, routes, centrales électriques, stations d'épuration des eaux, hôpitaux, écoles... la rage destructrice de Tsahal n'a pas de limites. Parmi elles, l'orphelinat Al Karameh à Gaza, qui abritait 50 enfants et a été rasé au cours de l'opération Plomb Durci en janvier 2009. Ou encore l'aéroport de Rafah, au sud de la Bande Gaza, dont l'unique piste a été détruite au bulldozer. Le total des infrastructures européennes réduites en miettes représente une valeur dépassant les 80 millions d'euros - d'après les estimations les plus basses. Ces destructions systématiques n'ont empêché à aucun moment le développement des relations UE-Israël, rendues de plus en plus étroites depuis la signature de l'Accord d'association en 2000. L'Europe est aujourd'hui le principal marché d'exportation pour les biens agricoles israéliens (y compris ceux provenant des territoires occupés.). Non seulement l'UE accepte passivement qu'Israël détruise les infrastructures civiles qu'elle a mis sur pied, mais elle finance également directement cet Etat voyou: depuis 1981, la Banque européenne d'investissement, qui dépend de l'UE, lui a destiné 637 millions d'euros. Rappelons, enfin, que les financements européens d'infrastructures et de projets humanitaires permettent à Israël d'échapper à ses obligations envers la population palestinienne, puisque le droit international oblige la puissance militaire occupante à prendre en charge les nécessités de base des civils. ■

commerciale, en face de laquelle, par définition, se trouve une balance commerciale négative des pays importateurs: les petits frères faibles maudits à la limite de la zone euro continuaient, avec leurs importations, à faire tourner l'exportation allemande. Mais ils devaient trouver l'argent quelque part pour financer cette importation.

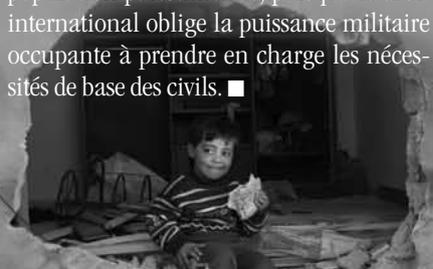
Cela a pris toutes sortes de formes: en Espagne, Irlande et Grande-Bretagne, les banques ont soufflé des bulles de savon immobilières avec des crédits hypothécaires et donc un pouvoir d'achat artificiel; les banques françaises et allemandes ont prêté aux consommateurs et aux Etats dans les pays périphériques de la zone euro ou rentraient de l'argent via le financement d'investissements étrangers. Des banques scandinaves et autrichiennes ont financé la croissance spéculative en Europe centrale et orientale... Il ressort de cette énumération que l'entrelacement de l'Europe est plus grand que ce que certains déduisent de l'absence de véritables multinationales européennes.

L'Europe

Le déroulement concret de la crise financière dans la zone euro est étroitement lié à la structure institutionnelle de l'Union européenne. Nous pouvons illustrer ça avec deux exemples.

La crise en Grèce a été mise en route en partie par la Banque centrale européenne (BCE) qui laissa subsister un doute sur le fait que des banques obtiendraient encore des prêts de la BCE avec des obligations d'Etat grecques comme gages, et plus particulièrement si les agences de notation continuaient à laisser dégringoler la monnaie grecque.

Ainsi, la BCE a éveillé elle-même la spéculation. Ceci n'est pas étrange, car en fin de compte, la BCE affiche la même doctrine néolibérale que les spéculateurs! Si la BCE s'était, dès le début, portée garante sans équivoque pour la monnaie-papier de l'Etat grec, il n'aurait pas été question de toute cette vague de spéculation. Le pouvoir grec était donc tributaire dès le début



de la politique de la BCE, sur laquelle il n'a pas de prise.

Avec l'euro, les rapports de force entre les Etats membres et les grandes institutions financières ont fondamentalement changé. Il paraît lointain le temps où l'Etat néerlandais finançait son fonctionnement en empruntant des florins aux banques néerlandaises ; en effet celles-ci auraient réfléchi à deux fois avant de piétiner les finances de l'Etat néerlandais, si elles en avaient eu l'envie. Avec l'euro, cette relation est totalement modifiée.

Seule une institution comme la BCE a la puissance de feu nécessaire pour contrer les marchés financiers. Mais les gouvernements des petits frères faibles au sein de l'Union européenne ont peu ou rien à dire.

Le deuxième exemple est le Fonds de secours "de 750 milliards d'euros" que l'Union européenne a finalement institué en mai pour soutenir les pays de la zone euro en difficulté: cette initiative a suffi pour bloquer les vagues de spéculation. Cet exemple illustre aussi à quel point les pays de la zone euro sont devenus dépendants de ce qui est décidé au niveau européen, dans ce cas-ci par le Conseil européen.

Ce discours doit s'accompagner de nuances. Beaucoup de commentateurs ont tendu un doigt accusateur vers l'Allemagne. Celle-ci aurait gagné trop de confiance en elle depuis la réunification et suivrait sous Merkel un cours égoïste "non-européen". La politique de Merkel est dès lors comparée négativement avec celle de son "père politique" Helmut Kohl. L'agenda caché de ces accusations est de mettre ainsi l'Europe à l'abri: "c'est la faute des Allemands et l'Europe doit être renforcée pour contrer l'Allemagne". Dans ce discours, on perd de vue que l'Allemagne ne peut jouer son rôle, précisément à cause de l'existence de l'UE. Celle-ci est une structure hiérarchisée dont les Etats membres font partie. Séparer la politique de l'UE et celle des Etats membres est une forme de fiction politique.

L'euro

L'euro, vieux d'à peine une décennie, est une monnaie commune des 16 Etats membres de la zone euro, si bien qu'il n'y a pas un pouvoir politique unique qui se porte garant pour l'euro comme c'est la règle pour les autres monnaies. Ce rôle de garant est assumé par la Banque centrale européenne, insérée dans le système des banques centrales de la zone euro. La BCE a pour mission d'assurer la stabilité de l'euro,

en maintenant l'inflation annuelle ou la dévaluation monétaire en-dessous des 2 %.

Jusqu'à l'éclatement de la crise, la mission de la BCE était limitée à la surveillance de la stabilité de l'euro. Ceci est fixé par les Traités européens. La BCE n'a donc pas les autres rôles qui reviennent normalement à une banque centrale : garantir la stabilité du système financier (banques, assurances, bourses); assister le pouvoir politique dans la gestion des finances publiques (par exemple en souscrivant à des obligations d'Etat); stimuler la conjoncture économique (par exemple en injectant des liquidités sur le marché). La BCE se différencie ainsi fondamentalement de la Réserve fédérale des USA ou de la Banque d'Angleterre.

La focalisation unilatérale de la BCE sur la stabilité monétaire est garantie par son indépendance. Dans la lutte contre l'inflation, la BCE ne se laisse donc pas distraire par d'autres préoccupations, comme la conjoncture économique, la lutte contre le chômage, la stabilité du système financier... Ceci correspond étroitement à la structure néolibérale de l'Union européenne telle que définie dans les traités. La politique monétaire est soustraite à tout contrôle démocratique.

Le scénario maudit

Pourquoi la crise grecque a-t-elle été un danger pour l'euro? Le scénario maudit qui a empêché les dirigeants européens de dormir s'est déroulé comme suit. Il y avait en Grèce la menace d'un arrêt de paiement ou, ce qui revient au même, d'un rééchelonnage de la dette: certaines dettes sont remboursées plus tard que convenu, d'autres sont remboursées partiellement ou pas du tout. Un tel manquement de l'Etat grec à ses devoirs constituerait un précédent important: s'il semble qu'un pays de la zone euro peut tomber en faillite, d'autres pays aux finances chancelantes comme l'Espagne et le Portugal se trouvent vite dans le champ de tir des spéculateurs.

Cette réaction en chaîne des rééchelonnements des dettes serait à son tour une catastrophe pour les banques européennes qui détiennent beaucoup d'obligations d'Etat en portefeuille. Vu leur base de capital déjà étroite et leur portefeuille rempli de crédits pourris, beaucoup d'institutions financières d'Europe sombreraient si leurs investissements en bons d'Etat semblaient sans valeur. Cela paraît paradoxal: la stabilité d'institutions financières menacée par les agissements des marchés financiers...

Ce qui exercerait, à son tour, une pression énorme sur l'euro. Il est de règle qu'aussi bien les obligations d'Etat dans la zone euro que les produits des institutions financières européennes soient émis en euros. On aurait donc une fuite massive hors de l'euro, le cours de l'euro dégringolerait et encore plus de joueurs financiers se débarasseraient de leurs euros.

Ici joue aussi un facteur politique. Si les institutions européennes ne semblent pas capables d'éviter la faillite d'un Etat membre de la zone euro, se pose la question de savoir s'ils sont bien en état de garantir le cours de l'euro. Naturellement, les marchés financiers choisissent alors les valeurs sûres: lisez le dollar, l'or, ou à la rigueur un Picasso, plutôt que l'incertain. La longue hésitation des dirigeants européens a affaibli le cours de l'euro. De là, le fait que beaucoup de commentateurs établissent un lien entre la crise de l'euro et la faiblesse de la direction au sein de l'UE: à peu près chaque décision importante exige l'accord des 27 Etats-membres, qui se rencontrent irrégulièrement dans des réunions chaotiques à Bruxelles.

Guerre sociale

La menace de ce scénario maudit a finalement convaincu les dirigeants européens de négocier; et en mai un Fonds de secours européen a été constitué pour assister, éventuellement avec des prêts, les pays de la zone euro en difficulté. Ceci a semblé finalement suffisant pour mettre provisoirement à l'arrêt les attaques spéculatives sur les pays périphériques de la zone euro.

La constitution du Fonds de secours est allée de pair avec une déclaration sur les droits sociaux des travailleurs. Sans le moindre scrupule, les dirigeants européens ont utilisé les attaques spéculatives pour faire avancer de dures mesures antisociales: tout qui souscrivait à cette exigence pouvait compter sur la solidarité européenne.

Comment attaquer la crise?

Le mouvement des travailleurs d'Europe est confronté à un monstre à deux têtes: la crise économique et financière, et la guerre sociale entreprise par l'Union européenne, qui a mis les pays faibles de l'euro sous tutelle, rien de moins. ■



27ème Camp international de la jeunesse anticapitaliste et révolutionnaire :

La rivoluzione sera mondiale !

✦ par Gilles et Charlotte

Pendant les vacances scolaires, l'activité politique continue ! Cette année, le camp Jeunes s'est déroulé du 24 au 31 juillet, à Perugia en Italie. Au programme : prendre le temps de se rencontrer entre camarades, échanger des expériences de luttes, se former et bien sûr faire la fête ensemble ! Carnet de voyage.

Le camp international des jeunes, organisé par la 4ème Internationale (dont fait partie la LCR belge), c'est le rassemblement de près de 500 jeunes venant de nombreux pays européens (allant de la Grèce au Portugal en passant par la France, l'Allemagne, le Danemark ou encore la Pologne par exemple) et du reste du monde (Mexique, Philippines, Corée du Sud, ...). Première particularité: il est autogéré. Ce sont donc les participants qui le font vivre, d'un point de vue pratique (nettoyage, bar, etc.) et politique (ateliers, meetings). Cela nécessite une bonne coordination quotidienne, assurée par des représentant-e-s de chaque délégation. Envie de boire un verre? Il faut alors sortir les "Che" ! Car le camp a aussi sa monnaie locale, dont le taux de change varie en fonction de la richesse du pays d'origine. Tout ça permet d'expérimenter la solidarité en actes.

Autre caractéristique de ce camp Jeunes: l'espace "femmes" (non-mixte) et l'espace LGBTQI (Lesbiennes-Gay-Bi-Trans-Queer-Intersexes). Ces deux espaces ont pour but de pouvoir creuser les questions de genre et de sexualité, et de faire le point sur les situations et les luttes des femmes et des minorités sexuelles dans les différents pays. Ils servent également à préparer les soirées thématiques Femmes (non-mixte également) et LGBT, destinées à faire vaciller les normes hétérosexistes par des expériences alternatives de fête, en ayant un autre rapport à l'autre que celui qui est ancré dans nos têtes.

Une délégation belge plurielle

La délégation belge comptait 20 personnes dont une moitié de membres des Jeunes anticapitalistes (JAC, organisation de jeunes en solidarité politique avec la LCR) et l'autre composée de jeunes sympathisants et curieux. Cette pluralité de la délégation belge et du camp en général constitue une richesse dont nous avons tou-te-s pu estimer la valeur: chacun avait évidemment des attentes différentes en fonction de son parcours et de son bagage mais nous avons tou-te-s trouvé notre place, dans un groupe bien soudé et complice, toujours dans le respect mutuel et la franchise. La délégation belge s'est particulièrement impliquée dans les discussions sur la crise écologique et nos réponses écosocialistes, sur l'islamophobie et le racisme qui doivent être combattus y compris au sein de la gauche, et bien évidemment sur la question nationale en Belgique, au cœur de l'actualité. Mais nous avons aussi pu débattre de la théorie queer, de la crise de la gauche, du rôle réactionnaire du Vatican envers les droits des femmes, ou encore de la grève générale comme composante de la stratégie révolutionnaire...

Une réponse anticapitaliste et révolutionnaire, pour que la peur change de camp

Des rencontres inter-délégations avaient lieu quotidiennement: en petit groupe, on pouvait alors découvrir les situations des différents pays rencontrés, et en débattre entre nous. Ces rencontres nous ont par exemple permis de discuter de l'histoire des luttes sociales en Corée du Sud, des conséquences de la marée noire de BP sur la préparation du sommet de Cancun au Mexique, de la recomposition politique de la gauche au Portugal (avec le Bloco de Esquerda) ainsi qu'en France (NPA) et de la crise de la dette et des grandes mobilisations sociales contre le FMI, l'UE et le gouvernement en Grèce. L'occasion de constater une fois encore que le capitalisme frappe partout, mais différemment, et que



les rapports de forces et les réponses de la gauche anticapitaliste et révolutionnaire varient aussi et font débat.

Ce camp nous l'a montré, nous sommes au cœur d'une crise internationale majeure et multiforme du système capitaliste. Face à cette crise, il est important de se poser la question de quelle alternative nous opposons à ce système et de quelles forces pourront défendre cette alternative. C'est pour répondre à ces questions que le programme du camp a consacré trois jours aux notions de "classe, genre, identités", pour analyser la fragmentation de la classe des travailleurs au niveau mondial. Celle-ci est divisée et traversée par les oppressions racistes, hétéro-sexistes, ou encore par l'oppression des jeunes. Un des problèmes principaux auxquels nous faisons face est donc que la conscience de classe, la conscience de faire partie d'une classe aux intérêts communs, a très fortement diminué, principalement depuis le tsunami néolibéral des années 1980. Notre tâche est donc de favoriser le renouveau de cette conscience. Une des réponses possibles est celle

de la création de regroupements (comme le NPA en France) de toutes les forces anticapitalistes, écologistes, féministes, antiracistes etc. pour unifier les luttes et les expériences en dépassant cette fragmentation pour que "la peur change de camp". Cet outil politique doit être réellement utile aux exploité-e-s et opprimé-e-s pour les renforcer et leur redonner confiance face aux attaques antisociales des gouvernements, soumis aux intérêts capitalistes. Dans ces regroupements, il est important pour les sections de la 4ème Internationale de pouvoir garder notre propre réflexion et nos structures collectives pour ne pas perdre notre indépendance et notre perspective révolutionnaire.

Et maintenant, la rentrée de la lutte des classes !

En Belgique aussi, on sait que le règlement de la crise de l'Etat belge se produira en même temps qu'un plan d'austérité massif (il faut économiser 25 milliards d'euros): les JAC comme la LCR doivent être prêts, présents et actifs dans les résistances qui ne manqueront pas de naître face à ces reculs

sociaux. Les JAC se sont impliqués l'année dernière dans les luttes écologiques, pour la Palestine (BDS), dans les luttes féministes et antiracistes (MDF, Marche Mondiale des femmes). Il est important d'arriver à continuer ce travail, tout en engageant nos forces dans ces nouvelles luttes contre l'austérité, qui touche particulièrement les femmes, les jeunes et les immigré-e-s (ou considérés comme tels par le pouvoir raciste).

Nous savons déjà qu'il y aura deux rendez-vous internationalistes incontournables à la rentrée : la grande manifestation en front commun syndical contre l'austérité du 29 septembre à Bruxelles et le camp No border (à Bruxelles aussi) du 27 septembre au 3 octobre. L'occasion pour nous de reprendre en chœur les paroles qu'on a chantées tous ensemble lors du meeting qui clôturait le camp: "La rivoluzione, sera mondiale, e viva la quarta internazionale!" avant d'entonner l'Internationale, puis d'aller vider le stock de vin restant et danser encore tous ensemble. Pour enfin se dire au revoir... jusqu'à l'année prochaine! ■

Code Rouge : "Résistance !"

✦ par La Gauche

Najib Chairi est le chanteur du groupe de rap Code Rouge. Militant aux Jeunes anticapitalistes (JAC), la musique lui permet de partager ses idées et de faire passer un message. En pleine crise économique, et alors que l'islamophobie se fait de plus en plus sentir en Europe, il encourage la résistance face au système capitaliste.

La Gauche: D'où vient le nom du groupe, "Code Rouge" ?

Najib: J'ai trouvé ce nom quand j'avais quinze ans. "Code Rouge", c'est un code d'urgence ; ça exprime le sentiment qu'il y a quelque chose de dangereux qui va arriver, un sentiment d'alerte constante. C'est aussi la sensation qu'on est toujours en état de siège, et qu'on n'arrive pas à voir l'avenir de manière sereine...

LG : Comment est né ton groupe?

Najib: J'ai commencé à rapper quand j'étais gamin, sur des "faces B" (des instrumentaux de groupes connus comme IAM).

Je rappais tout le temps dans ma chambre. Puis j'ai eu envie de voir ce que ça donnait, et j'ai fait ma première session studio quand j'avais 17 ans, dans une petite ASBL sympa qui ne demandait pas grand-chose. J'ai fait écouter le résultat à un ami, Joël, et on a eu l'idée de créer notre propre studio d'enregistrement, dans une cave, avec les moyens du bord. Et on a créé notre groupe: Joël s'occupe du son, des mixages et des arrangements, et moi j'écris les textes et je rappe. Et aujourd'hui ça continue toujours.

LG : Les textes de Code Rouge sont engagés : comment as-tu commencé à militer ?

Najib: Je pense que mon engagement est né en grande partie de mes discussions avec Joël quand on était ados. Il avait une fibre communiste, et on a exercé une influence mutuelle l'un sur l'autre... Il me passait des bouquins, on échangeait nos idées sur le monde. J'ai commencé par lire Amin Maalouf, puis des bouquins sur le féminisme,... Petit à petit ma conscience

politique s'est éveillée. Je suis aussi un petit-fils d'immigrés : mon grand-père est arrivé en Belgique de Tanger. Au début, on ressent les choses : on sait que ce n'est pas juste, qu'il y a des trucs mal foutus. J'avais une sensibilité à gauche mais sans savoir expliquer pourquoi... Joël était déjà plus politisé.

Le militantisme, pour moi, c'est aussi ma musique : elle ne change pas les choses mais elle y contribue en faisant passer des messages. Je pense qu'un mouvement révolutionnaire, c'est une coordination de plusieurs facettes, et la culture a un rôle à jouer. Même si les mots, sans les actes, ne servent à rien parce qu'ils n'effrayent pas le système. Il faut agir à côté.

Les Jeunes anticapitalistes (JAC), ça m'a permis d'inscrire ça dans le concret. Quand j'ai participé à la création des JAC, c'est venu du constat que tu ne peux pas rester les bras croisés : tu dois faire quelque chose et prendre position. Ne fût-ce qu'en tant que cible première de la droite, en tant qu'immigré, on ne peut pas rester passif : être passif, c'est dangereux. Aujourd'hui,

on est face à une extrême-droite qui renait de ses cendres comme un phœnix. Beaucoup de propos de droite sont acceptés par l'opinion publique, sont relayés dans les médias ; on ne peut pas laisser faire ça.

LG : Tu penses notamment aux attaques islamophobes ?

Najib: L'islamophobie, c'est un déguisement : hier on était des arabes, aujourd'hui on est des musulmans ! Pour moi, il y a eu deux moments "déclencheurs" : le premier c'est le 11 septembre, qui a été un prétexte pour faire des amalgames entre arabes, musulmans et terroristes. Le deuxième moment, c'est la crise actuelle, dont on est les premières victimes. Et si on ne bouge pas notre cul, on risque de servir de chair à canon.

LG : Que penses-tu du projet de loi pour interdire le port du foulard à l'école ?

Najib: C'est une interdiction qui intervient dans une série d'attaques face aux musulmans. On parle de laïcité, mais pour moi ça signifie la séparation de l'Eglise et de l'Etat, or on ne peut pas parler de la Belgique comme d'un Etat laïc comme la



France et les écoles catholiques financées par l'Etat sont nombreuses ! Je suis évidemment contre l'interdiction du foulard à l'école car c'est une atteinte à la liberté d'expression, et qu'on ne sait pas où ça s'arrêtera. Le projet de loi vise à interdire le foulard, mais aussi tout signe politique... Il y a aussi un discours occidental pseudo-féministe qui exprime que "le sexisme n'existe que chez les autres". On entend des discours soi-disant libérateurs des femmes, alors qu'on constate des retours en arrière !

LG : Comment perçois-tu les "émeutes" qui ont eu lieu dans certains quartiers de Bruxelles, comme à Molenbeek l'année passée ?

Najib: D'un côté ça peut paraître con : pourquoi brûler la voiture de son voisin ? Et en même temps les jeunes qui ont participé à ces émeutes sont enfermés, et c'est une manière de brûler sa réalité. Parfois, la gauche est un peu timide quand on parle de ça : elle a peur de prendre le risque qu'on lui reproche de cautionner les émeutes, et aussi de s'associer aux musulmans à cause de la religion. Mais la religion, ça fait partie de l'identité, on ne peut pas nier ça. Le refuser, c'est un frein pour la gauche dans les quartiers. Ce qui manque dans les émeutes ou révoltes, c'est un vecteur politique. On voit des mouvements de révolte spontanés, mais qui n'aboutissent pas. Il manque une réflexion politique. Ces révoltes ont une raison d'être : une précarité constante, un chômage massif chez les jeunes, et on ne voit aucune volonté politique de changer ça au gouvernement. Il y a un ras-le-cul, et on ne sait pas comment l'exprimer.

LG : Et tes projets pour le futur ?

Najib: Depuis que j'ai terminé mes études, je travaille dans des maisons de quartier (comme animateur vidéo) tout en travaillant sur mes albums à côté. C'est très dur de participer à des concerts et de se faire une place dans l'événementiel, du coup c'est plutôt grâce aux CD, et surtout grâce à internet et aux clips qui circulent que je me fais connaître. On a déjà sorti deux albums; le dernier est sorti en 2006 et s'appelle "Pour la couleur de nos yeux". On devrait en sortir un autre dans le courant de cette année. Il y aura des textes engagés, mais pas seulement. Il faut trouver un équilibre, parce que trop se répéter peut aussi tuer le message. Les textes engagés abordent des angles différents, et je fais aussi des trucs plus cool pour décompresser. On n'a pas envie que les gens se tirent une balle après avoir écouté l'album (rires). Le but c'est de motiver.

LG : Un message que tu voudrais faire passer ?

Najib: Résistance ! Les choses ne changeront pas toutes seules, il faut se bouger. Les mots ne suffisent pas. ■

www.coderouge1.skyblog.com

www.myspace.com/coderouge

Il y a 15 ans disparaissait Ernest Mandel

par Ataulfo Riera

Economiste de renom, théoricien marxiste prolifique, dirigeant révolutionnaire et brillant orateur, notre camarade Ernest Mandel a durablement influencé plusieurs générations de militant-e-s politiques, sociaux et syndicaux à travers le monde.

Né en 1923 à Francfort, Mandel a rejoint les rangs de la Quatrième Internationale à l'âge de 17 ans en Belgique, où sa famille s'était exilée. Il participa à la Résistance contre la guerre et l'occupation nazie en défendant un point de vue internationaliste courageux, allant jusqu'à diffuser des tracts révolutionnaires parmi les soldats allemands. Arrêté à deux reprises, il parvient à s'échapper avant d'être repris et déporté dans un camp nazi. Il échappe de peu à la mort. Selon ses termes, "en tant que résistant, communiste, trotskyste et juif", les nazis avaient "autant de raisons de me tuer".

Après la guerre, Mandel s'engagea dans le mouvement syndical et devint l'un des principaux conseillers du d'André Renard, secrétaire général adjoint de la FGTB. Il fut l'un des instigateurs du plan de "réformes de structure" anticapitalistes porté par la FGTB à l'époque.

Appliquant la tactique dite de "l'entrisme" décidée par la Quatrième Internationale dans les partis ouvriers de masse, Mandel construira une opposition de gauche au sein du Parti Socialiste Belge, notamment par la création du journal La Gauche en décembre 1956 et dont il fut longtemps le rédacteur en chef. Cette intense activité l'a placé au coeur des événements liés à la grande grève générale de 1960-1961. En 1965, il fut exclu du PSB — avec toute l'aile oppositionnelle autour du journal La Gauche.

Ernest Mandel fut alors très actif dans la solidarité avec les révolutions anti-coloniales dans le monde: Algérie, Cuba, Vietnam... Che Guevara l'invita à Cuba pour participer au débat sur l'organisation économique de la Révolution cubaine (1963-1964). Lors des événements de Mai 68, il sera interdit de séjour dans plusieurs pays. En 1971, en Belgique, Mandel est l'un des fondateurs de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs

Roms: Racisme d'Etat

✦ par Guy Van Simoy

En juillet dernier à Dour, dans le Borinage, plusieurs centaines de gitans ont été chassés à la fois par les propriétaires du terrain sur lequel ils s'étaient arrêtés, et par les autorités communales (Carlo Di Antonio, bourgmestre et député CDH, organisateur du festival de Dour). Après de longues négociations, ils ont obtenu l'autorisation de pouvoir rester quelques jours. Pourtant les gens du voyage sont dans notre pays depuis près de six siècles et représentent aujourd'hui une communauté d'environ

15.000 personnes. Il existe en Flandre une trentaine de terrains communaux aménagés pour les accueillir, aucun à Bruxelles et un seul en Wallonie... à Bastogne, à plusieurs kilomètres du centre-ville! Dans certaines villes wallonnes (Mons, Namur, Ottignies, Verviers) existe un service de médiation pour les gens du voyage. Mais la volonté de dialogue n'existe pas partout. Loin de là! Pour interdire aux gens du voyage le stationnement pendant plus de 24 heures, en l'absence d'une réglementation régionale, les communes continuent à utiliser des lois de ... 1798.



15.000 personnes. Il existe en Flandre une trentaine de terrains communaux aménagés pour les accueillir, aucun à Bruxelles et un seul en Wallonie... à Bastogne, à plusieurs kilomètres du centre-ville! Dans certaines villes wallonnes (Mons, Namur, Ottignies, Verviers) existe un service de médiation pour les gens du voyage. Mais la volonté de dialogue n'existe pas partout. Loin de là! Pour interdire aux gens du voyage le stationnement pendant plus de 24 heures, en l'absence d'une réglementation régionale, les communes continuent à utiliser des lois de ... 1798.

Sarkozy contre Sarközi

En France, où certains proches du chef de l'Etat ont trempé dans des scandales financiers, Sarkozy tente de faire diver-

Et le PP de Modrikamen

En Belgique, ce pourri Sarkozy (le président) a donné des idées au Parti populaire (PP). Son unique parlementaire, Laurent Louis, déclare sans honte que les gens du voyage "doivent bien, de temps à autre, recourir à la mendicité, à un trafic ou l'autre ou à quelques vols". Le co-président flamand du PP, Rudy Aernoudt, a protesté contre le caractère raciste de ces allégations. En moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire, il a été éjecté par Mischael Modrikamen, co-président francophone du PP, bien résolu lui aussi à braconner sur le fumier électoral de l'extrême droite. Le croiriez-vous? La page d'accueil du site Internet du PP s'ouvre sur un slogan: "Les gens d'abord!" ■

(LRT), qui deviendra plus tard le POS (Parti Ouvrier Socialiste) et aujourd'hui la LCR, section belge de la IVe Internationale, dont il restera l'un des principaux dirigeants et théoriciens jusqu'à sa mort, survenue le 20 juillet 1995.

Ernest Mandel a consacré toute son énergie militante au service de la construction d'une organisation révolutionnaire internationale et ses brillantes capacités intellectuelles se sont exprimées dans un marxisme à la fois "orthodoxe" – car fidèle à Marx – mais aussi novateur, radical et ouvert. Une oeuvre qui, au-delà d'erreurs notables – dans l'analyse des événements liés à la chute du Mur de Berlin en 1989, vus avec un optimisme révolutionnaire qui ne s'est pas confirmé dans les faits – ou de l'absence d'une juste appréciation de la question écologique, demeure aujourd'hui d'une très grande actualité et richesse.

Son *Traité d'économie marxiste* (réédition Christian Bourgeois, 1986) a été l'objet d'une très large diffusion dans le monde entier, dès 1962. Parmi ses oeuvres les plus importantes, citons *La Formation de la pensée économique de Marx* (éditions Maspéro, 1982) et le *Troisième âge du capitalisme* (réédition Editions de La Passion, 1997). Il sera également un formateur marxiste infatigable, aux vastes capacités pédagogiques dont témoigne son ouvrage *Introduction au marxisme*, que la Formation Léon Lesoil a réédité en 2007*.

L'historien hollandais Jan Willem Stutje lui a consacré en 2008 une vaste biographie, traduite en anglais en 2009: *A Rebel's Dream Deferred*, éditions Verso. Une quantité appréciable d'oeuvres d'Ernest Mandel (articles, brochures, livres) est accessible en 6 langues sur le site d'archives www.ernestmandel.org, qui sera prochainement entièrement remis à jour. ■

* "Introduction au marxisme". Préface de Daniel Bensäid, Editions F.L. Lesoil, Bruxelles 2007, 250 pages, 8 euros à commander auprès de la rédaction du journal.

Comment le patriarcat et le capitalisme renforcent-ils conjointement l'oppression des femmes ?

✦ par Denise Comanne (CADTM)

Denise Comanne (1949-2010) a mis la dernière main à ce texte le 27 mai 2010, soit la veille de son décès survenu suite à un accident cardio-vasculaire alors qu'elle venait de quitter une conférence commémorant le cinquantenaire de l'indépendance du Congo.

Le patriarcat

L'oppression des femmes est très ancienne: elle préexiste au capitalisme qui est aussi un système d'oppression mais plus global. On appelle "patriarcat" l'oppression que les femmes subissent en tant que femmes de la part des hommes. Cette oppression se reproduit de multiples façons au delà de l'aspect strictement économique : par le langage, la filiation, les stéréotypes, les religions, la culture ... Cette oppression prend des formes très différentes selon par exemple qu'on vit au Nord ou au Sud de la planète, en milieu urbain ou en milieu rural.

La révolte contre l'oppression ou l'exploitation ressentie ne débouche pas ipso facto sur la mise en cause du patriarcat (la classe ouvrière opprimée ne décide pas non plus ipso facto de mettre fin au capitalisme et, pourtant, il est plus "facile" de réagir à l'oppression du patron qu'à celle du compagnon). Pour cela, il faut encore pouvoir se débarrasser des explications les plus courantes, qu'elles soient d'inspiration physiologique (appareil sexuel ou cerveau différent) ou psychologique (caractère passif, docile, narcissique, etc.) pour déboucher sur une critique politique du patriarcat, en tant que système de pouvoir dynamique, capable de se perpétuer, et qui résiste à toute transformation de son noyau central : la suprématie des hommes.

Etre féministe, c'est donc prendre conscience de cette oppression et, ayant pris conscience que c'est un système, travailler à le détruire pour permettre l'émancipation (la libération) des femmes.

Caractéristiques du patriarcat

La domination masculine ne se réduit pas à une somme de discriminations. C'est un système cohérent qui façonne tous les domaines de la vie collective et individuelle.

1) Les femmes sont "surexploitées" sur leur lieu de travail et elles fournissent – en plus – de longues heures de travail domestique mais ces dernières n'ont pas le même statut que les heures de travail salarié. Sur le plan international, les statistiques montrent que si on prend en compte le travail professionnel des femmes qui est rémunéré, plus le travail domestique, le groupe des femmes produit un "surtravail" par rapport à celui des hommes. Cette non-mixité dans les tâches et les responsabilités familiales est la face visible (grâce aux féministes) d'un ordre social fondé sur la division sexuelle du travail, c'est à dire sur une répartition des tâches entre les hommes et les femmes, suivant laquelle les femmes seraient censées se consacrer prioritairement et "tout naturellement" à l'espace domestique et privé tandis que les hommes se consacrent à l'activité productive et publique.

Cette répartition, loin d'être "complémentaire," définit une hiérarchie entre les activités "masculines" (valorisées) et les activités "féminines" (dévalorisées). Elle n'a jamais correspondu, dans les faits, à une égalité. La grande majorité des femmes a toujours cumulé une activité productive (au sens large du terme) et l'entretien du groupe domestique.

2) La domination se caractérise par une absence totale ou partielle de droits. Les femmes mariées au 19e siècle en Europe n'avaient quasiment pas de droits ; ceux des femmes d'Arabie saoudite aujourd'hui sont réduits à peu de choses (généralement, les femmes qui vivent dans des sociétés où la religion est une affaire d'Etat ont des droits fort limités).

Les droits des femmes occidentales se sont par contre considérablement élargis sous l'influence du développement du capitalisme – elles devaient pouvoir travailler et

consommer "librement" – mais aussi et surtout grâce à leurs luttes.

Les femmes n'ont pas cessé de lutter collectivement depuis deux siècles pour revendiquer le droit de vote, le droit au travail, de se syndiquer, la libre maternité, l'égalité pleine et entière au travail, dans la famille et dans l'espace public.

3) La domination s'accompagne toujours d'une violence, qu'elle soit physique, morale ou "idéelle". La violence physique, ce sont les violences conjugales, le viol, les mutilations génitales, etc. Cette violence peut aller jusqu'au meurtre. Les violences morales ou psychologiques, ce sont les insultes, les humiliations. Les violences "idéelles", ce sont les violences inscrites dans les représentations (les mythes, les discours, etc.).

4) Les rapports de domination s'accompagnent le plus souvent d'un discours qui vise à faire passer les inégalités sociales pour des données naturelles. L'effet de ce discours, c'est de faire admettre ces inégalités comme un destin incontournable : ce qui relève de la nature ne peut pas être changé.

On trouve ce type de discours dans la plupart des sociétés. Par exemple dans la société grecque antique, il est fait référence aux catégories du chaud et du froid, du sec et de l'humide pour définir la "masculinité" et la "féminité". Voici l'explication donnée par Aristote : "Le mâle est chaud et sec, associé au feu et à la valeur positive, le féminin est froid et humide, associé à l'eau et à la valeur négative. C'est qu'il s'agit, dit Aristote, d'une différence de nature dans l'aptitude à "cuire" le sang: les règles chez la femme sont la forme inachevée et imparfaite du sperme. Le rapport perfection/imperfection, pureté/impureté, qui est celui du sperme et des menstrues, donc du masculin et du féminin trouve par conséquent chez Aristote son origine dans une différence fondamentale, biologique".

Une inégalité sociale inscrite dans l'organisation sociale de la cité grecque (les femmes ne sont pas citoyennes) est

transcrite en termes de nature, dans la représentation des corps.

Dans d'autres sociétés, ce sont d'autres qualités "naturelles" qui sont associées à l'homme ou à la femme et qui aboutissent elles aussi à une hiérarchisation entre le groupe des hommes et celui des femmes. Un exemple, celui de la société des Inuits: là, le froid, le cru et la nature sont du côté de l'homme, alors que le chaud, le cuit et la culture sont du côté de la femme. C'est l'inverse dans les sociétés occidentales, où l'on associe homme-culture/femme-nature.

Il ne s'agit pas de nier ainsi toute différence biologique entre les hommes et les femmes. Constaté une différence, ce n'est pas admettre automatiquement une inégalité. Mais quand, dans une société, est monté en épingle un ensemble de "différences naturelles" non pas entre tel ou tel individu mais entre des groupes sociaux, on doit soupçonner un rapport social inégalitaire masqué derrière le discours de la différence.

Ce discours de "naturalisation" n'est pas spécifique aux rapports de domination des hommes sur les femmes, on le trouve par exemple dans la manière de décrire la situation des noirs. Certains discours tendaient ainsi à justifier la situation d'exploitation et d'oppression des noirs, sous ses différentes formes, par leur "paresse" congénitale. On le constate également à propos des prolétaires du XIX siècle: à cette époque, on expliquait leur impossibilité de sortir de la pauvreté par le fait qu'ils étaient des ivrognes par nature, de père en fils.

Ce type de discours tend à transformer des individus intégrés dans des rapports sociaux en "essences" avec des "qualités" définitives, relevant de la nature, qui ne peuvent pas être changées et qui donc justifient, légitiment ces rapports d'inégalité, d'exploitation, d'oppression etc.

5) S'il n'y a pas de luttes, le type de discours de "naturalisation" peut très bien être intériorisé par les opprimées. En ce qui concerne les femmes, par exemple, l'idée suivant laquelle, parce que ce sont elles qui portent les enfants et les mettent au monde, elles seraient "naturellement" plus douées que les hommes pour s'en occuper, quand ils sont petits du moins, est largement répandue. Pourtant, les jeunes femmes sont souvent aussi démunies que leur conjoint dans les premiers jours qui suivent la naissance. Par contre, elles ont souvent été préparées psychologiquement

(à travers l'éducation et les normes diffusées dans l'ensemble de la société) à cette nouvelle responsabilité qui va nécessiter un apprentissage. Cette répartition des tâches à propos des enfants (qui confient quasi exclusivement aux femmes les soins matériels des bébés) n'a rien de "naturel"; elle relève de l'organisation sociale, d'un choix collectif de société même s'il n'est pas formulé explicitement. Le résultat est bien connu: ce sont majoritairement les femmes qui doivent se débrouiller pour "concilier" travail professionnel et responsabilités familiales, au détriment de leur santé et de leur situation professionnelle, les hommes, quant à eux, étant privés de ce contact permanent avec les jeunes enfants.

Cette naturalisation des rapports sociaux s'inscrit inconsciemment (subtilement) dans les comportements des dominants et des dominées et les pousse à agir conformément à la logique de ces rapports sociaux, les hommes devant se conformer à la logique de l'honneur (ils doivent à tout moment faire la preuve de leur "virilité"), les femmes à celle de la discrétion, du

service, de la docilité. Ce discours de "naturalisation", porté par les dominants, aboutit au fait que les individus des deux sexes se voient collés une étiquette, assignés à une identité unique et dans certains cas, persécutés ou du moins maltraités, au nom de leur origine sociale, de la couleur de leur peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, etc. Dans les sociétés occidentales, le modèle de référence a longtemps été, et reste encore très largement, celui de l'homme, blanc, bourgeois, chrétien, hétérosexuel. Seule une personne réunissant ce type de caractéristiques pouvait prétendre être un individu à part entière et pouvoir parler pour l'humanité. Tous les autres, les noirs, les juifs, les tziganes, les homos, les travailleurs immigrés et leurs enfants, les femmes (ces dernières pouvant d'ailleurs concentrer sur elles plusieurs de ces "stigmates") devaient et doivent encore se justifier pour bénéficier des mêmes droits que les dominants. ■

*lisez le texte complet sur le site
www.lcr-lagauche.be*



Une vibrante voix internationaliste,
féministe et révolutionnaire s'est éteinte :

Denise Comanne (1949-2010)

❖ par Eric Toussaint

Révolutionnaire et féministe
engagée dans les
luttres locales

ont rejoint son combat
contre la dette du
tiers-monde

détermination



et internationales contre le capitalisme, le racisme et le patriarcat, Denise Comanne avait participé il y a 20 ans à la création du CADTM aux côtés d'autres militant-e-s et différentes organisations dont le Parti Ouvrier Socialiste (aujourd'hui LCR)⁽¹⁾. Au fil des années le CADTM est devenu un réseau mondial présent dans une trentaine de pays. Le vendredi 28 mai 2010 en fin d'après-midi, elle est décédée subitement suite à un accident cardiaque qui l'a frappée dans la rue à Bruxelles alors qu'elle marchait vers la gare de chemin de fer pour rentrer à Liège après avoir participé activement à un Forum sur le cinquante-naire de l'indépendance de la RD Congo. Durant cette activité de solidarité avec le peuple congolais, elle avait une nouvelle fois brillé par ses interventions engagées et sa joie communicative. Le départ précipité de Denise laisse un énorme vide mais nombreux sont celles et ceux qui, à son contact,

et contre toutes les autres formes d'injustice et d'oppression.

Révolutionnaire infatigable, dirigeante politique à la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire, section belge de la Quatrième internationale) pendant de nombreuses années et ancienne déléguée syndicale de la FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique) à la Ville de Liège, Denise aura milité jusqu'au bout dans les mouvements sociaux. Au cours des années 1980, elle avait affronté la répression policière et judiciaire pour son engagement dans le combat des travailleurs de la Ville de Liège soumis à une succession de plans d'ajustement structurel pour payer la dette publique. Elle avait été victime d'une mise en garde à vue, son téléphone avait été mis sur écoute et une condamnation pour participation à des actions de grèves et de rue avait été prononcée... Cela n'avait fait que renforcer sa

à lutter pour la justice sociale et des changements révolutionnaires. Pour elle, le combat des peuples au Nord comme au Sud de la planète contre la dictature des créanciers et de la dette ne faisait qu'un. Cinq jours avant son décès, elle avait activement collaboré à la rédaction et à l'adoption d'un appel intitulé "Femmes d'Europe, soulevez-vous!" qui proclamait entre autres: "Nous, les femmes du CADTM, exigeons la suspension immédiate du paiement de la dette publique grecque ! Nous exigeons que soit mené dès maintenant un audit de cette dette afin de déterminer la part des dettes illégitimes qu'il faudra abolir purement et simplement ! Nous exigeons l'arrêt des dépenses d'armement et l'investissement des sommes ainsi économisées dans les dépenses socialement utiles : les besoins sociaux et la lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes. Nous appelons à la révolte contre l'austérité que nous imposent les capitalistes."

En révolte permanente

Denise avait accepté avec enthousiasme d'être candidate aux élections législatives belges du 13 juin 2010 sur la liste Front des Gauches. L'explication publique qu'elle a donnée pour présenter sa candidature illustre bien sa détermination : "Je suis en révolte permanente contre l'injustice du système capitaliste dont j'ai vu les effets dans ma vie de femme, de travailleuse. C'est pourquoi je milite. J'ai accepté d'être sur la liste Front des Gauches parce que, enfin, après tant d'années d'essais, on a fait un pas vers l'unité de la gauche radicale." Voir en encadré le texte complet où elle expliquait pourquoi elle avait décidé d'être candidate.

Denise était une internationaliste en pensée et en action : mission de solidarité envers les ouvriers polonais en 1983, délégation auprès des mineurs britanniques durant leur longue grève en 1984-1985, animation et coordination de brigades de travail volontaire au Nicaragua pour soutenir la révolution sandiniste entre 1985 et 1989, participation aux actions de solidarité avec le peuple palestinien, plusieurs missions en Afrique (Rwanda après le génocide de 1994, Bénin, Togo, Mali, Burkina Faso, Niger, Tunisie...), en Asie du Sud (Inde, Bangladesh, Sri Lanka, Népal) et en Amérique latine (Nicaragua, Salvador, Guatemala, Mexique, Cuba, Venezuela, Brésil, ...) pour développer la solidarité internationale, renforcer le réseau du CADTM et participer à l'extension du Forum social mondial, solidarité en Belgique avec les sans papiers (Denise était membre du CRACPE qui lutte notamment contre les centres de détention), sans oublier son rôle dans la revue du CADTM intitulée "Les Autres Voix de la Planète" qu'elle a dirigée entre 2007 et 2009, et pour laquelle elle a écrit de vibrants éditoriaux et articles. Denise savait aussi combien il est important de mener la bataille des idées et elle mettait un point d'honneur à tenir des stands de vente des publications du CADTM. Lorsqu'elle a été fauchée par la mort le vendredi 28 mai fin d'après-midi, elle emportait avec elle la valise sur roulettes qui servait à transporter les livres et revues du CADTM !

Féministe très active, Denise était également membre du réseau international de la Marche mondiale des femmes. La veille de son décès, elle a terminé une importante contribution : "Pourquoi le CADTM est-il féministe ?" où elle développe une capacité aiguë de critique et d'autocritique à l'égard de sa propre organisation. Ce document est

un apport considérable pour l'ensemble du réseau international du CADTM présent dans 29 pays. En même temps, le 27 mai, elle a également mis la dernière main à deux autres textes de référence sur les questions du féminisme en clarifiant une série de concepts. Enfin, en tant que militante du mouvement altermondialiste, elle avait participé à la fondation et suivait de près les activités d'ATTAC en Belgique.

Après l'annonce de son décès, des centaines de personnes et d'importants mouvements internationaux (la IV internationale, la Marche Mondiale des Femmes, La Via Campesina, Jubilé Sud, Focus on the Global South, ATTAC, ...) ont envoyé des messages de solidarité et de condoléances depuis tous les coins de la planète. On peut accéder à ces messages sur le site du CADTM. Ses ami-e-s, ses camarades et sa famille lui ont rendu un dernier salut très combattif

et émouvant lors de ses obsèques le 3 juin 2010 à Liège en présence de trois cents personnes. Un nouvel hommage public lui sera dédié à Bruxelles le 27 novembre 2010 (salle Dom Helder Camara, rue Pléinckx) à l'occasion du vingtième anniversaire de la création du CADTM. ■

(1) Liste des organisations qui ont participé aux activités du CADTM au cours des premières années de son existence : Equipes Populaires, Fondation Léon Lesoil, Union des Progressistes juifs de Belgique, des syndicats (deux régionales de la CGSP, Centrale générale des Services publics – celle de Liège et celle du Limbourg – l'ensemble du secteur Enseignement de la CGSP, la régionale d'Anvers de l'ACOD Onderwijs, la Fédération des métallurgistes de la Province de Liège) des ONG (Peuples solidaires, GRESEA, Forum Nord-Sud, Centre Tricontinental, Socialisme sans Frontières, FCD Solidarité Socialiste, Oxfam Solidarité, Centre national de Coopération au Développement), des partis (Parti ouvrier socialiste, Parti communiste) et une association féminine "Refuge pour femmes battues et leurs enfants."

Pourquoi suis-je candidate sur la liste du Front des Gauches en Belgique? Denise Comanne (21 mai 2010)

Née en 1949, pas mariée, pas d'enfants mais très heureuse en amour! J'ai fait des études d'Histoire de l'Art et Archéologie et pendant ces années universitaires (1967- 1972), j'ai participé à toutes les luttes estudiantines (mai 69, enseignement rénové, minerval des étudiants étrangers, etc.). Je me suis à l'époque conscientisée à la question de la dépénalisation de l'avortement et, plus largement, au féminisme.

Employée à la Ville de Liège, j'ai participé très activement aux grands mouvements de grève qui ont secoué la cité en 1982-1983, 1985, 1987 et 1989. A ce moment-là, je suis devenue déléguée syndicale du secteur administratif (FGTB - CGSP - ALR) et militante politique à ce qui était alors la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (LRT - ancien nom de la LCR). Je suis donc membre de ce parti depuis 1984 sans interruption.

Dans les années 1990, j'ai eu la possibilité, tout en restant dans le cadre de la Ville de Liège, de travailler au CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde) et cela, jusqu'à ma retraite en 2009. Le CADTM est une ONG d'éducation au développement dont le sérieux et la force de conviction ont permis de créer un réseau international. A ce titre, j'ai voyagé en Amérique latine (que j'avais découverte auparavant avec les brigades de travail FGFB au Nicaragua), en Afrique et en Asie. Actuellement, je me replonge dans les questions du féminisme étant donné que la crise financière, économique,

sociale, écologique va avoir des répercussions spécifiques sur le quotidien des femmes.

Je suis en révolte permanente contre l'injustice du système capitaliste dont j'ai vu les effets dans ma vie de femme, de travailleuse. C'est pourquoi je milite. J'ai accepté d'être sur la liste Front des Gauches parce que, enfin, après tant d'années d'essais, on a fait un pas vers l'unité de la gauche radicale. Il faudra que cette unité se concrétise par un travail et une ligne commune sur le long terme (air connu : ce n'est qu'un début, continuons...).

Dans les plateformes, je suis particulièrement sensible à la revendication "Révocabilité des élu-e-s" s'ils n'accomplissent pas leurs devoirs et limitation de leurs rétributions au salaire d'un-e travailleur/euse qualifié-e". Des pays comme le Venezuela, l'Equateur, la Bolivie ont fait la démonstration tout récemment qu'il était possible d'inscrire cette revendication dans une Constitution. Ils nous ont d'ailleurs démontré que de véritables processus constituants avec large participation démocratique permettent d'obtenir des avancées politiques et sociales cruciales. En Belgique, les politiciens font tous les jours la preuve non pas de leur incapacité mais au contraire de leur grande capacité à trahir la population et à la sacrifier sur l'autel du profit.

"Que se vayan todos" comme on dit en Amérique latine... Révocabilité des mandats! ■

Calculs froids et été chaud: qui a mis le feu à la Russie?

✦ par Jean Batou

Pendant une bonne partie de l'été, la Russie a été ravagée par des incendies qui ont affecté au moins 9.000 km² de forêts. Les conséquences de cet embrasement ont été extrêmement graves: plusieurs dizaines de personnes tuées par les flammes, des centaines de villages partiellement ou complètement sinistrés, des installations nucléaires menacées, des milliers de maisons détruites, des écosystèmes ruinés pour longtemps, des cultures céréalières ravagées, des centaines de milliers de personnes atteintes dans leur santé par le smog, de même que par diverses sources de pollution chimiques (mercure, herbicides, pesticides, etc.) ou radioactives. Situées à quelques dizaines de kilomètres de Moscou, d'importantes tourbières en feu ont dégagé des fumées nocives que le vent pousse vers la capitale, dont les taux de mortalité ont doublé (300 décès de plus par jour).

Les causes d'une telle catastrophe? Le réchauffement climatique d'abord. Depuis le mois de juin, la Russie connaît

une vague de chaleur sans précédent. Des météorologues ont établi un lien direct entre cette canicule et les pluies diluviennes sur le Pakistan, puisque le régime des moussons fait système avec les pressions atmosphériques russes. En outre, ces incendies ont libéré d'importantes quantités de CO₂ dans l'atmosphère: 150 millions de tonnes d'équivalent carbone pour 9 millions d'hectares brûlés, qui correspondent grosso modo aux émissions du parc automobile mondial pendant un mois. De plus, les écosystèmes dégradés par le feu continuent à dégager du CO₂ pendant plusieurs dizaines d'années. Ainsi, le réchauffement climatique augmente l'incidence des feux de forêt et de tourbières, qui à leur tour accélèrent le réchauffement climatique.

Mais si ces feux de forêt ont sans doute été aggravés par la canicule, leur importance résulte plus directement de causes économiques, sociales et politiques, notamment de la privatisation des ressources forestières et de leur exploitation de plus en plus anarchique. Pour les mêmes raisons, la remise en eau des tourbières,

planifiée dès 2002-2003, a été rapidement abandonnée: nécessaire certes, mais trop coûteuse pour les collectivités publiques et sans retombées rapides pour le secteur privé. En 2004, le Services fédéral des forêts a ainsi été transféré du Ministère de l'environnement à celui des ressources naturelles. Trois ans plus tard, ses 70.000 postes de gardes forestiers ont été supprimés par Poutine, qui faisait ainsi l'impasse sur toute politique de prévention des incendies à l'échelon fédéral. L'effectif des pompiers était ramené à 22.000 hommes (moins qu'en France!), tandis que les communes et régions manquaient cruellement de moyens pour entretenir les forêts et lutter contre le feu.

En 2007, l'Institut Keldysh de Mathématiques appliquées lançait cet avertissement prémonitoire: "la première année de sécheresse après la liquidation du système de protection des forêts sera une catastrophe." Depuis lors, la prévention des incendies est du ressort de l'industrie privée, qui l'a sacrifiée à des objectifs de rentabilité immédiate. Pourtant, les magnats du bois peuvent dormir tranquilles: Dmitri Medvedev n'est-il pas l'un des leurs?

Russie : solidarité avec les défenseurs de la forêt de Khimki!

Communiqué de la Ligue Communiste Révolutionnaire, mardi 17 août 2010

Les canicules ayant entraîné des incendies aux conséquences désastreuses dans l'ouest de la Russie, ainsi que l'inaction du gouvernement russe, font la une des journaux depuis plusieurs semaines. Mais à Khimki, petite ville de la banlieue de Moscou, ce n'est pas le feu qui menace la forêt, mais bien la soif de profits des intérêts capitalistes, au mépris des éco-systèmes et de la qualité de vie des habitants.



Nourrir le monde ou le piller ?

La forêt de Khimki, l'une des 7 réserves naturelles constituant la "ceinture verte" autour de Moscou, est en effet vouée à la destruction pour permettre la construction de l'autoroute Moscou/Saint-Petersbourg.

Cela fait plusieurs années que les habitants de Khimki se battent pour sauver ce qui constitue pour eux un véritable poumon. En dépit de leurs efforts, les travaux de déforestation ont été entamés ce 16 juillet. Depuis lors, des militants de tous bords se sont rendus sur place pour tenter de les entraver, construisant notamment des camps de veille aux différents lieux d'abattage. Sans leur courage et leur détermination, il n'aurait fallu qu'une semaine pour abattre la forêt. Activistes écologistes, antifascistes, représentants de la gauche radicale et des mouvements sociaux et même députés de la Douma fédérale sont depuis lors la cible d'une brutale campagne de répression.

Les administrations locale et fédérale, ainsi que les forces de police, sont étroitement liées aux entreprises en charge des travaux, parmi lesquelles figure la multinationale française VINCI (numéro un mondial de concessions et de travaux publics), qui ont elles-mêmes recours à des agents de sécurité privés et des groupements de tendance néonazie illégaux pour "assurer leur sécurité". Tous les moyens sont bons pour garantir la mise en œuvre de ce projet où plusieurs milliards d'euros sont en jeu: arrestations arbitraires, agressions de personnes et attaques violentes contre les camps de veille, intimidation des militants et de leurs proches, etc.

La leader du mouvement de défense de la forêt de Khimki Evguenia Tchirikova et sa famille en font les frais depuis plusieurs semaines. Les militants antifascistes Alexei Gasparov et Maxime Solopov, arrêtés sans preuve à leur charge suite à l'attaque commise contre la mairie de Khimki, sont aujourd'hui en maison d'arrêt et risquent jusqu'à 7 ans d'emprisonnement. Bien qu'un avis défavorable du parquet fédéral ait certifié l'illégalité des travaux, l'abattage continue. Le dossier est d'ores et déjà entre les mains de la Cour européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg.

Dans la perspective d'une action internationale de soutien qui aura lieu à la rentrée, la LCR exprime toute sa solidarité avec les militants réunis autour de la forêt de Khimki et appelle les organisations écologistes, sociales, antifascistes et syndicales à organiser et soutenir des activités de solidarité. ■

Carte blanche initiée par un Collectif d'organisations à l'occasion de la Foire de Libramont.

L'accès à la nourriture est la plus scandaleuse des inégalités, entretenue par les affairistes. La ligne ultralibérale et business de la foire de Libramont oublie l'agriculture paysanne. Quelques gobelets compostables ou fournisseurs bio masquent mal cette duperie.

Alors que la Foire agricole de Libramont s'apprête à ouvrir à nouveau ses portes, nous⁽¹⁾ lançons un cri d'alarme, relayé par vingt-trois associations préoccupées par l'édition 2010 de cet événement marquant.

Mais quel rapport entre l'agriculture et la paix ?

Parmi les inégalités criantes qui divisent le monde et alimentent

aujourd'hui une série de conflits, la plus scandaleuse concerne, sans aucun doute, l'accès à la nourriture. Selon la FAO, plus d'un milliard d'êtres humains souffrent de la faim, et ce nombre ne fait que croître, provoquant à la fois des famines, des migrations forcées, des actes de piraterie, des émeutes de la faim et autres situations extrêmes. La malnutrition et les conséquences qui en découlent font aujourd'hui plus de victimes que les conflits armés.

Les affairistes et spéculateurs de l'agroalimentaire n'en poursuivent pas moins leur politique de "profit à tout prix". Parmi leurs victimes se trouve aussi un grand nombre d'agriculteurs luttant désespérément pour leur survie, voire éliminés purement et simplement, alors qu'ils assuraient jusqu'ici la subsistance de leurs

familles et de leur communauté de vie. Et cela aussi bien dans le nord que dans le sud de la planète.

Le mythe selon lequel l'agriculture industrielle serait l'agriculture de demain, c'est-à-dire la seule forme de production capable d'assurer l'alimentation de plus de six milliards d'êtres humains, a la vie dure.



Un mythe que la Foire agricole de Libramont entretient depuis des années en privilégiant, parmi ses 700 exposants, les industriels de la mécanisation à outrance, le lobby pétrochimique des fertilisants et des pesticides ainsi que les agents du grand commerce mondial qui fournissent à notre bétail des farines à base de maïs, de soja et autres protéines importées notamment de pays où sévit la malnutrition, tout en organisant chez eux l'exportation subventionnée des surplus résultant de ce gavage, ruinant par une concurrence déloyale les petits producteurs et réduisant du même coup la production locale d'aliments.

Un mythe qui a sévi dans les orientations politiques depuis le début de la Politique agricole commune et qui s'est continuellement renforcé par ses réformes successives pour rendre l'agriculture européenne

compétitive au détriment de l'agriculture familiale et de l'environnement. Même constat pour ce qui est de la promotion des agrocarburants qui, pour satisfaire notre fringale de ressources énergétiques (plus "vertes" paraît-il), soustrait à la production alimentaire de vastes terres agricoles, surtout dans les pays du Sud.

Il est vrai qu'au prix où sont les emplacements offerts par la Foire dite "agricole" (qui ne compte aucun agriculteur au sein de son Conseil d'administration !), seuls les businessmen de l'agro-industrie peuvent se permettre d'occuper l'espace le plus visible, la portion congrue étant réservée à quelques fournisseurs de produits bio et de proximité qui leur servent commodément d'alibi.

Voilà des années déjà que des voix autorisées dénoncent la duperie d'une telle agriculture. Une étude internationale, menée par plus de 400 scientifiques, a encore démon-

stré collectivement qui paie!

Les organisateurs de la Foire reconnaissent dans leurs communiqués à la presse qu'elle est bien "un rendez-vous de la haute technologie et une véritable plateforme d'affaires", et que dans cette 76e édition "elle donnera encore plus d'importance que l'an dernier aux constructeurs de machines agricoles". Quant à la Journée de l'Herbe - qui aurait pu offrir une lueur verte d'espoir à l'alimentation endogène -, il apparaît qu'elle sera surtout là pour faire la promotion d'"une quinzaine de machines des plus performantes vouées à la récolte des fourrages".

Une récente "Déclaration alimentaire européenne" vient à point. Ce n'est évidemment pas le progrès technique en tant que tel que nous contestons, mais son exploitation à des fins purement mercantiles. En se mettant au service des multinationales de l'agroalimentaire - qui achètent en

sont rappelées notamment dans la récente "Déclaration alimentaire européenne" "en faveur d'une politique agricole commune saine, durable et équitable", cosignée par 187 organisations de la société civile appartenant à 24 pays différents⁽³⁾. Mais ces voix autorisées risquent bien de ne pas se faire entendre sur le site de la Foire. Et ce n'est pas en supprimant - encore une "innovation" de cette année ! - les rencontres officielles et autres "moments de cristallisation pour les débats" (sic) que les choses iront mieux.

C'est pourquoi, nous demandons aux organisateurs de la Foire agricole et aux responsables politiques qui la cautionnent de réorienter la ligne ultralibérale et business à tout crin de la Foire en faveur de l'agriculture paysanne et de favoriser les lieux de débat et de rencontres constructives avec les agriculteurs et les citoyens. Ce ne sont pas, en effet, quelques "gobelets compostables" et autres gadgets vaguement écologiques proposés aux visiteurs cette année qui nous convaincront qu'on se montre attentif aux graves préoccupations de l'heure en vue d'une agriculture fidèle à sa noble vocation qui est de nourrir les humains et non de détruire la terre.

— Le 20 juillet 2010

Organisations signataires: Mouvement d'Action Paysanne (MAP), Centre de Développement Rural, Produits et Marchés de Pays, Solidairement Asbl, Ferme du Hayon, Action Chrétienne Rurale des Femmes (ACRF), CNC-D-11.11.11, Oxfam-Magasins du Monde, Oxfam-Solidarité, MOC-Lux., Service Civil International, Centre Tricontinental (CETRI), Coordination Nationale pour la Paix et la Démocratie (CNAPD), Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM), Centre des Immigrés-Lux., CGSP-Lux., Entraide et Fraternité, Justice et Paix-Lux., Mouvement International de la Réconciliation, Internationale des Résistants à la Guerre, Centre d'Animation globale du Luxembourg, Solidarité Mondiale, COLUPA. ■

1 Contact : colupa@gmail.com www.colupa.be.

2 Rapport Evaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD), www.agassessment.org.

3 Déclaration Alimentaire Européenne, www.europeanfooddeclaration.org/declaration/fr.



tré récemment le rôle incontournable de l'agriculture familiale dans la satisfaction durable des besoins alimentaires de la planète et la lutte contre la pauvreté rurale⁽²⁾.

Si l'agriculture industrielle semble si performante, c'est tout simplement parce qu'elle se garde bien de comptabiliser les coûts cachés exorbitants en consommation d'eau, dégradation des sols, pollution chimique, transports énergivores, accumulation des déchets et autres graves nuisances. Une facture salée, mais c'est la

ce moment des millions d'hectares dans les pays du Sud -, cette technicité-là n'a plus rien de rationnel, ni évidemment d'équitable. Elle n'est plus qu'un facteur de déséquilibre et d'inégalités croissantes tout d'abord au sein même de la classe agricole, ensuite parmi les nombreuses populations victimes de la faim et, finalement, sur toute l'étendue de la planète livrée à un saccage sans précédent de sa terre nourricière.

Des alternatives sérieuses au productivisme industriel existent pourtant. Elles

Assiéger le siège d'Israël

La campagne BDS connaît une croissance sans précédent

✦ par Omar Barghouti

En dépit du siège de Gaza par Israël et du déplacement accru de populations dans le Néguev et à Jérusalem Est, les Palestiniens ont quelques raisons de se réjouir. A Washington, une coopérative alimentaire a voté une résolution appelant au boycott des produits israéliens⁽¹⁾, confirmant que le mouvement de boycott – cinq ans le mois dernier – a finalement traversé l'Atlantique. Le soutien à la démarche est venu de personnalités éminentes, dont les prix Nobel Desmond Tutu et Máiread Maguire, et du rapporteur spécial des Nations Unies pour les territoires palestiniens, Richard Falk.

Le Mouvement pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS) contre Israël a été lancé en 2005, un an après que la Cour Internationale de Justice ait déclaré que le mur et les colonies construits par Israël sur le territoire palestinien occupé étaient illégaux. Plus de 170 partis politiques, syndicats, mouvements de masse et ONG palestiniens ont approuvé le mouvement, qui est dirigé par le BNC, une coalition d'organisations de la société civile.

Enracinée dans un siècle de résistance civile palestinienne, et inspirée par la lutte anti-apartheid, la campagne a chapeauté des boycotts précédents, partiels, pour présenter une approche globale pour la réalisation de l'autodétermination palestinienne: unifier les Palestiniens en Palestine historique et en exil, en face d'une accélération de la fragmentation.

BDS évite la prescription de tout programme politique particulier et insiste, au contraire, sur la réalisation des droits fondamentaux, reconnus par les Nations Unies, qui correspondent aux trois principaux segments du peuple palestinien : mettre fin à l'occupation et à la colonisation israéliennes de toutes les terres occupées depuis 1967 ; mettre fin à la discrimination raciale contre les citoyens palestiniens ; et reconnaître le droit des réfugiés palestiniens à revenir chez eux, comme stipulé par la Résolution 194 des Nations Unies.

قطعوا اسرائيل
BOYCOTT ISRAEL



Créé et dirigé par des Palestiniens, BDS combat toutes formes de racisme, y compris l'antisémitisme, et est ancré dans les principes universels de liberté, de justice et d'égalité des droits qui a motivé les luttes anti-apartheid et pour les droits civiques aux Etats-Unis.

Le moment sud-africain palestinien est arrivé

Caractériser le système légalisé d'Israël de discrimination comme étant de l'apartheid – comme l'ont fait Tutu, Jimmy Carter et même un ancien procureur général israélien⁽²⁾ – ne met pas Israël sur le même plan que l'Afrique du Sud. Les deux régimes oppressifs ne sont pas identiques. L'attribution par Israël de droits et de privilèges en fonction de critères ethniques et religieux correspond à la définition de l'apartheid définie par les Nations-Unies. BDS a connu une croissance sans précédent après la guerre d'agression contre Gaza et l'attaque de la flottille. Des gens de conscience du monde entier semblent avoir franchi un seuil, recourant à la pression, et non à l'apaisement ou à "l'engagement constructif", pour mettre fin à l'impunité d'Israël et à la collusion occidentale qui maintiennent son statut d'Etat au-dessus des lois.

"Assiéger votre siège" – le cri du poète palestinien Mahmoud Darwish – prend un nouveau sens dans ce contexte. Parce que convaincre une puissance coloniale de tenir compte d'arguments moraux pour la justice est, au mieux, délirant, beaucoup comprennent maintenant qu'il est nécessaire "d'assiéger" Israël par des boycotts pour augmenter le prix de son oppression.

Les militants BDS ont réussi à convaincre des institutions financières en Scandinavie, en Allemagne et ailleurs, de se désinvestir de compagnies complices des violations israéliennes du droit international. Plusieurs syndicats internationaux ont endossé le boycott. A la suite de l'attaque de la flottille, des syndicats de dockers en Suède, en Inde, en Turquie et aux Etats-Unis ont repris un appel des syndicats palestiniens de bloquer le déchargement des navires israéliens.

Les soutiens à BDS par des personnalités culturelles comme John Berger, Naomi Klein, Iain Bnaks et Alice Walker, et la vague d'annulations d'événements en Israël par des artistes, dont Meg Ryan, Elvis Costello, Gil Scott-Heron et les Pixies ont promu le caractère international du mouvement, le rapprochant du courant principal occidental. Le scepticisme sur son potentiel n'est plus de mise.

Le Boycott de l'Intérieur ("Boycott from Within"), un mouvement de protestation important en Israël aujourd'hui, a été créé en 2009 pour adopter l'appel BDS palestinien. Un projet de loi qui imposerait de lourdes amendes aux Israéliens qui s'engageraient ou inciteraient à des boycotts contre Israël a été récemment adopté en première lecture à la Knesset. Cela souligne les craintes d'Israël vis-à-vis de la portée mondiale et de l'impact de BDS comme campagne non violente, moralement cohérente pour la justice. A bien des égards, cela souligne que le "moment sud-africain" palestinien est arrivé. ■

(1) "Food co-op in Rachel Corrie's hometown boycotts Israeli goods", par Natasha Mozgovaya, Ha'aretz, 20 juillet 2010

(2) "The war's seventh day", par Michael Ben-Yair, Ha'aretz, 3 mars 2002

Une Knesset israélienne fasciste

Une descente folle vers l'abîme, dont on ne connaît pas la fin.

✦ par Michel Warschawski

La Knesset a entamé ses vacances d'été, ses membres ont reçu leurs congés : dans les derniers jours de la session qui prend fin, ils ont fait un grand nombre d'heures supplémentaires pour présenter diverses propositions, dont le dénominateur commun est de sauver l'Etat de ses ennemis intérieurs.

Nous n'évoquons que quelques-unes d'entre elles : proposition de déclarer le Mouvement islamiste illégal ; d'organiser un référendum pour dire si le gouvernement peut ou non accepter un accord de paix qui inclurait le retrait de Jérusalem-Est ou du plateau du Golan ; de conditionner l'octroi de la citoyenneté à la loyauté envers l'Etat, en tant qu'Etat juif ; de criminaliser les citoyens qui soutiennent les sanctions et/ou un boycott contre Israël, notamment un boycott des produits des colonies. A celles-ci et à toutes les autres, nous devons ajouter la vieille proposition interdisant toute commémoration publique de la Naqba.

Le visage de la Knesset est comme celui de sa plus récente législation: fasciste, avec une opposition qui est la plus minuscule et la plus lamentable. Il n'est pas surprenant, dès lors, que la Knesset ait du mal à accepter en son sein des membres comme Hanin Zoabi, spécialement car il n'est pas possible de l'exclure, pas encore ? Dans cette optique, la Knesset lui a retiré certains de ses droits en tant que personnalité publique élue. Mon cœur est avec Hanin Zoabi, Jamal Zahalkha, Dov Hanin, et la poignée de personnes saines qui restent dans la législation, obligées de côtoyer une centaine de petites brutes grossières et faibles d'esprit qui démontrent à leur égard une violence verbale qui, tôt ou tard, va se transformer en une véritable agression.

Isolement international sans précédent

Il s'agit d'une législature que nous avons héritée directement de l'agression

sanglante contre les habitants de Gaza en hiver 2008/2009. Le vaste soutien, quasiment unanime, aux crimes de guerre d'Olmert, Barak et Ashkenazy a donné naissance à une Knesset fasciste dans laquelle Benjamin Netanyahu ressemble à un homme d'Etat modéré et Tzipi Livni à une gauchiste radicale.

En conséquence, l'Etat d'Israël fait l'expérience en ce moment d'un isolement international sans précédent, et même "l'atmosphère amicale" censée caractériser la dernière rencontre entre Netanyahu et le Président US ne peut dissimuler le sentiment de gêne de la Maison-Blanche devant les actions israéliennes. La violence meurtrière utilisée par l'armée contre la Flottille de la Liberté a choqué le monde entier, non seulement parce qu'il y eut de nombreux morts et blessés, mais surtout en raison du message qu'Israël voulait

internationale, notamment nos partenaires stratégiques telle que la Turquie. "Nous avons montré au monde que nous sommes prêts à devenir fous," fanfaronnait Tzipi Livni après le massacre dans Gaza, ce qui prouve qu'il y a un héritage de Golda Meir quand celle-ci disait : "Ce qui importe, ce n'est pas ce que les goys disent, mais ce que les juifs font". Meir avait elle aussi l'habitude de se vanter, avec, entre autres conséquences, la défaite d'Israël dans la guerre du "Yom Kippur" en 1973. Il n'y a aucun doute, un autre "Yom Kippur" attend Israël, bien plus amer que le précédent. Ce n'est qu'une question de temps, et cette fois, il viendra indubitablement du Nord.

C'est une descente folle vers l'abîme, dont on ne connaît pas la fin. Les Grecs avaient l'habitude de dire que, avant de détruire leurs ennemis, les dieux devaient les rendre fous. Toutes les lois proposées dans



Hanin Zoabi, une résistante parmi les fascistes

transmettre au monde : nous faisons ce que nous voulons, sans considération aucune du droit international, de notre image et des implications pour la communauté

la dernière période par la Knesset, et le monstre législatif qui leur a donné le jour, expriment cette folie qui précède la chute. ■

Afghanistan: les Etats-Unis ont déjà perdu la guerre

✦ par Guy Van Sinoy

Le 7 octobre 2001, peu après les attentats du 11 septembre à New York, les Etats-Unis intervenaient militairement en Afghanistan, avec le soutien militaire d'autres puissances occidentales - Royaume-Uni, France, Canada⁽¹⁾ - et l'appui de l'Alliance du Nord (le Front Uni Islamique et National pour le Salut de l'Afghanistan⁽²⁾). Selon les dires de George W. Bush, cette guerre s'inscrivait dans le cadre de la "lutte contre le terrorisme". Le but déclaré était de capturer Oussama Ben Laden et de détruire dans ce pays l'organisation Al-Qaïda qui bénéficie du soutien des Talibans.

Le véritable enjeu de la guerre

Mais le problème de l'état-major militaire américain n'était pas d'affronter et de vaincre militairement, dans le cadre d'une guerre conventionnelle, un adversaire clairement identifié et localisé. Le caractère montagneux du pays rend plus difficiles les opérations militaires, contrairement à l'Irak qui est plus urbanisé.

Le véritable enjeu était, au-delà de l'isolement et de la capture de Ben Laden, de mettre sur pied un pouvoir politique favorable à l'impérialisme américain et qui jouisse du soutien d'une partie significative de la population afghane. C'était et cela reste un objectif impossible à atteindre pour l'impérialisme dans un pays où le tissu social, dévasté par trente ans de guerres, est en lambeaux. L'Afghanistan figure d'ailleurs en avant-dernière position dans le classement mondial de l'indice de développement.

Trois décennies de guerre ont ravagé l'Afghanistan

Dans le passé, l'URSS a participé au maintien de l'ordre mondial dans le cadre de sa coexistence pacifique avec l'impérialisme. L'intervention militaire soviétique en Afghanistan de 1979, s'inscrivait dans ce cadre, l'Afghanistan étant considéré comme faisant partie de la zone d'influence de la bureaucratie du Kremlin. En dix ans, la guerre entre les troupes soviétiques et les

moudjahidines (soutenus et financés par la CIA) a fait plus d'un million de morts dans la population afghane, dont la majorité de civils, et 14.000 morts dans l'armée soviétique.

Après le retrait des troupes soviétiques en 1989, une lutte armée a opposé les Talibans (commandés par le mollah Omar) à l'Alliance du nord ayant à sa tête le commandant Massoud. En 1996, les Talibans, soutenus par les Etats-Unis, sont parvenus à s'imposer et à prendre le pouvoir. La guerre déclenchée par les Etats-Unis en 2001 correspond donc à un renversement d'alliances: les Talibans, auparavant soutenus par les Etats-Unis, devenaient un adversaire. S'il paraissait difficile, voir impossible, de les anéantir, il fallait du moins réduire fortement leur influence.

Un bourbier semblable à celui du Vietnam

En septembre 2010, cela fera 107 mois que les troupes impérialistes sont en Afghanistan, soit plus longtemps que l'armée américaine au Vietnam où elle est restée 103 mois. Les troupes de l'Oncle Sam ont certes perdu moins de soldats qu'au Vietnam (un millier en Afghanistan, plus de 58.000 au Vietnam). Mais Ben Laden court toujours et les Talibans sont loin d'être affaiblis. Ils se sont même renforcés dans le Sud et sont capables de mener des opérations militaires jusque dans la capitale.

Les Etats-Unis ont mis en place un régime fantoche corrompu avec à sa tête Hamid Karzaï, un aventurier politique d'origine pachtoune qui, après avoir soutenu Massoud, a collaboré avec les Talibans lors de leur prise du pouvoir en 1996, avant d'être porté à la tête du pays par les milieux néoconservateurs américains de la Maison Blanche. Le régime de Karzaï, dont l'autorité au-delà de la capitale Kaboul est extrêmement limitée, ressemble comme deux gouttes d'eau au régime fantoche sud-vietnamien porté à bouts de bras pendant des années par les Etats-Unis et qui s'est effondré comme un château de cartes peu après le retrait des troupes US.

La déroute de la stratégie de la contre-insurrection

Présenté jusqu'ici comme l'homme providentiel capable mener à bien la stratégie choisie par Obama, le général McChrystal, commandant des forces américaines et de celles de l'OTAN en Afghanistan, était parvenu, en décembre 2009, à obtenir



Soldats belges à Kunduz

du président américain l'envoi de 30.000 hommes supplémentaires en Afghanistan. Il vient d'être limogé en juin dernier pour s'être moqué ouvertement du vice-président Joe Biden et est remplacé par le général Petraeus, précédemment chef d'état-major en Irak. Petraeus, qui est un peu plus poli que son prédécesseur, représente un changement sur la forme et non sur le fond. Car les deux militaires sont partisans de la doctrine de la contre-insurrection (COIN) qui consiste à occuper militairement le terrain de façon massive, de tenter de gagner la confiance de la population et de ne pratiquer que des frappes militaires très ciblées contre l'ennemi tout en évitant de commettre des "dégâts collatéraux" (c'est-à-dire de tuer inutilement des civils innocents). Cela c'est la théorie.

En pratique, sur le terrain, la population civile subit de plein fouet la guerre et le ressentiment est immense. Au cours des quatre premiers mois de 2010, les forces de l'OTAN ont tué quelque 90 civils, soit une hausse de 76% par rapport à la même période en 2009. Pour éviter ce genre de bavures, McChrystal avait donné des con-

signes strictes de prudence: "Pour chaque innocent que vous tuez, vous vous créez dix nouveaux ennemis". En vain.

Curieusement, cette doctrine de la contre-insurrection s'inspire des échecs militaires de la France en Algérie (1962) et des Etats-Unis au Vietnam (1975). Elle exige avant tout un gouvernement qui soit crédible et légitime aux yeux de la population. C'est-à-dire l'inverse du régime de Hamid Karzaï dont la réélection en août 2009 a été invalidée pour raison de fraudes massives, et dont la "victoire" électorale au deuxième tour du scrutin n'a été acquise que par le désistement de l'autre candidat. En fin de compte, les Talibans ne cessent de gagner du terrain. 101 soldats de l'OTAN ont été tués au cours des six premiers mois de 2010.

Négociations inévitables avec les Talibans

Conscients de l'impasse, les responsables européens pressent les Américains d'entreprendre des négociations avec les Talibans afin de trouver un compromis politique avant d'entamer le retrait des troupes. Karzaï, qui sent le vent tourner, veut parler avec les Talibans. Après la réunion de la Loya Jirga (Grande assemblée du peuple afghan), de juin dernier, il a demandé la libération de certains prisonniers talibans détenus par les Américains. Le président afghan multiplie d'autre part les contacts avec les responsables pakistanais qui représenteront un intermédiaire important dans les négociations avec les Talibans. Certains chefs talibans, de leur

côté, ont fait savoir qu'ils étaient prêts à discuter avec les Américains.

Pour l'instant les conseillers d'Obama croient encore en la possibilité d'infliger une défaite militaire majeure aux Talibans. Pourtant la partie se jouera sur le terrain politique et non sur le terrain des opérations militaires. Plusieurs questions subsistent. Les Talibans afghans sont-ils prêts à négocier une paix au prix de l'abandon de leurs relations avec Al-Qaïda? Le Pakistan ne profitera-t-il pas de la situation pour dicter ses conditions à Kaboul? Mais une chose est certaine: les Etats-Unis ont dores et déjà perdu cette guerre et ils devront rapatrier leurs troupes sans avoir atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés il y a près de 10 ans. ■



(1) L'armée belge, de son côté, participe aux opérations militaires en Afghanistan à Kaboul (protection de l'aéroport), à Kunduz (déminage, neutralisation d'explosifs, protection de l'aéroport et déchargement du fret) et à Kandahar (avions de combat F-16). Elle fournit aussi des instructeurs chargés de former et d'appuyer un bataillon afghan.

(2) L'Alliance du Nord a été dirigée par le commandant Massoud jusqu'au 9 septembre 2001, date de son assassinat.



McCChrystal
et Petraeus

Il y a 30 ans

Les travailleurs polonais faisaient reculer le pouvoir

✦ par Guy Van Sinoy

Qui se souvient de l'été 1980? Cette année-là, les travailleurs polonais ont entamé une formidable lutte pour une hausse des salaires et pour les libertés syndicales. Trente ans plus tard, il est important de faire revivre ces luttes qui ont permis d'arracher des acquis sociaux importants et des libertés démocratiques, faisant par la même occasion vaciller le pouvoir, sans pour autant vouloir le renverser.

Comment les premières grèves ont éclaté

Le premier juillet 1980, la bureaucratie polonaise au pouvoir décide une augmentation du prix de la viande distribuée dans les magasins d'entreprises. Ce sera l'élément déclencheur de la lutte. Une centaine d'entreprises arrêtent le travail et élisent leurs représentants. Fin juillet, les bureaucrates commencent à accorder les avantages arrachés par les grévistes à des entreprises non encore touchées par le mouvement, où l'exemple des victoires d'autres travailleurs risquait d'être suivi.

Mais dès les premiers jours, les travailleurs manifestent la volonté de contrôler l'application des revendications qu'ils ont arrachées. A l'usine de tracteurs d'Urus qui occupe plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers, près de Varsovie, la commission ouvrière élue pendant la grève se maintient. A Lublin, dans l'Est du pays, les cheminots obtiennent le renouvellement des syndicats locaux. L'opposition, en particulier le KSS-KOR⁽¹⁾, popularisait le mouvement, montrant qu'il est possible de gagner.

Le chantier naval de Gdansk

Au chantier naval Lénine de Gdansk, la situation est tendue. Le 10 août, la direction a licencié pour faute professionnelle Anna Walentynowicz, soudeuse, militante du Comité provisoire pour la constitution des syndicats libres du littoral baltique,

alors qu'elle était en congé de maladie. Jeudi 14 août au matin, des militants du KSS-KOR distribuent leur bulletin Robotnik (L'Ouvrier) aux portes du chantier naval. Parmi eux, Lech Walesa, un monteur électricien récemment licencié. Peu après,

la radio, la TV d'informations exactes sur les grèves;

6. Construction d'un monument à la mémoire des martyrs ouvriers de décembre 1970 devant l'entrée du chantier naval;



Anna Walentynowicz

les ouvriers d'un département débraient, confectionnent une bandole exigeant la réintégration d'Anna Walentynowicz et manifestent dans le chantier naval. A 8 heures, la grève est totale. Les travailleurs élisent un comité de grève et adoptent un cahier de revendications en 11 points :

- 1.** Réintégration immédiate d'Anna Walentynowicz à son poste;
- 2.** 2000 zlotys pour tous;
- 3.** Alignement des allocations familiales sur celles de la milice;
- 4.** Alignement de toutes les retraites sur le régime le plus favorable;
- 5.** Publication immédiate par la presse,

7. Dissolution du Conseil d'entreprise du syndicat (officiel);

8. Suppression du réseau des magasins "commerciaux" (vendant entre autres la viande et la charcuterie 100 % au-dessus du prix officiel);

9. Retour et réintégration de Lech Walesa, licencié précédemment;

10. Dissolution des syndicats officiels à l'échelle nationale;

11. Libération immédiate de tous les prisonniers politiques.

Le directeur du chantier naval accepte la réintégration d'Anna et celle de Lech Walesa, ainsi que le principe de construc-

tion d'un monument à la mémoire des assassinés en décembre 1970. Il promet que les organes d'information publieront des nouvelles sur la grève. Une voiture, mise à la disposition des grévistes par la direction, part chercher Anna Walentynowicz chez elle. Elle est cooptée au comité de grève, ainsi que Lech Walesa. Pour le reste: "Nous ne pouvons décider du reste, reprenez le travail, nous continuerons à discuter avec vous.", déclare-t-il. Les propositions du directeur sont accueillies par des sifflets: "C'est ici et maintenant que l'on doit discuter!". Une nouvelle proposition, acclamée par la foule, fuse: "Installons un système de sonorisation qui permette, grâce au réseau de mégaphones de l'usine, que chaque gréviste entende les discussions avec EUX."⁽²⁾.

Un comité de grève élargi est réélu ainsi qu'un service d'ordre chargé d'assurer l'ordre et la sécurité durant l'occupation. Une décision historique est prise: "Pendant la grève on ne boit pas!". Près de 15.000 travailleurs sont alors présents en assemblée générale, car l'équipe de l'après-midi est arrivée. Une seconde négociation démarre à 17 heures. La sonorisation permet à tous les grévistes de suivre son déroulement. La direction essaie de gagner du temps: "Nous vous accordons 1200 zlotys d'augmentation pour tous ainsi qu'un point de plus sur l'échelle des salaires. Reprenez le travail!" Le secrétaire du parti du chantier demande de reprendre le travail "au nom des intérêts de la classe ouvrière, du pays..." On le remet à sa place: "La classe ouvrière, c'est nous!".

Une nouvelle assemblée générale avec les membres du Comité de grève précise les revendications :

- reprise immédiate des négociations;
- le comité de grève doit être un organe permanent et il doit se maintenir après la reprise du travail;
- tous ceux qui ont été licenciés depuis 1970 doivent être réintégrés (une liste circule, on se rappelle les noms des camarades, en un rien de temps elle compte déjà plusieurs dizaines de noms);
- le point 10 de la liste des revendications est reformulé pour qu'il n'y ait pas d'équivoque possible: Dissolution de CRZZ⁽³⁾.

La négociation reprend le lendemain matin, mais des délégations d'autres usines de la ville commencent à affluer, acclamées. Le samedi 15, les entreprises entrent en grève les unes après les autres. Dans la soirée la grève est générale à Gdansk et commence à s'étendre à toute la région.

La grève s'étend à tout le littoral de la Baltique

Les entreprises en grève, commencent à envoyer leurs représentants au chantier naval Lénine pour mener des négociations en commun. Alors que les communications téléphoniques entre Gdansk-Gdynia-Sopot et le reste du pays sont coupées, le 15 août vers 13 heures la région compte plus de 50.000 grévistes. Le rétablissement des communications devient immédiatement l'ultimatum des grévistes, sans la réalisation duquel ils refusent de continuer les négociations.

Dimanche 16, les négociations reprennent malgré le blocus téléphonique. Un vice-Premier ministre, arrive de Varsovie pour mener les négociations aux côtés de la direction. Il propose 1.500 zlotys d'augmentation si le travail reprend. Le comité de grève refuse. Mais les délégués des ateliers, élus la veille à la demande du directeur "pour que votre représentation soit plus démocratique" (sic), hésitent: 1.500 zlotys, ce n'est pas rien! Dehors, l'assemblée générale à l'écoute des négociations grâce à la sonorisation manifeste sa désapprobation: "Deux mille, deux mille!". Les négociations sont suspendues à nouveau et une assemblée générale houleuse commence. Walesa déclare: "Nous n'avons pas le droit de lâcher ceux qui se sont mis en grève pour nous soutenir. Nous devons continuer la grève jusqu'à la victoire de tous!" Tonnerre d'applaudissements. Il propose d'élire de nouveaux délégués des ateliers car les premiers ne représentent plus le mouvement. Nouveaux applaudissements. Les travailleurs du chantier naval renouent avec une vieille tradition du mouvement ouvrier: le principe de réélection des représentants à tout moment.

Alors que les négociateurs gouvernementaux ont disparu, la grève, qui avait failli s'arrêter, trouve un nouveau souffle. Pour couper l'herbe sous les pieds de toute manœuvre de division – car partout les directions annoncent que le chantier Lénine a repris le travail – une nouvelle forme d'organisation est proposée. Les délégations des autres usines, accourues aux nouvelles, l'approuvent.



le chantier naval
Lénine de Gdansk

Une plate-forme commune et un comité central de grève – qui prend le nom du Comité de grève interentreprises (MKS) – vont être créés.

Les 21 revendications du MKS

A Lénine, un millier d'hésitants sont rentrés chez eux. Car pour tous il devint clair que les négociations ont changé de niveau: c'est directement au gouvernement que s'en prennent les travailleurs. Les questions de salaires, de prix, de retraites – à l'origine de la grève – passent au second plan. Avant toute autre chose ce sont des garanties politiques de leur réalisation que les travailleurs exigent à partir de ce moment.

Tard dans la nuit la plate-forme de revendications commune apparaît :

1. Reconnaissance des syndicats libres et indépendants du Parti et des employeurs, sur la base de la Convention n° 87 de l'OIT (Organisation internationale du travail), ratifiée par la Pologne;

2. Garantir le droit à la grève, à la sécurité des grévistes et des personnes qui les aident;

3. Respecter les libertés d'expression, de publication et d'impression, garanties par la Constitution. Arrêt de la répression des publications indépendantes et accès aux médias de toutes les Églises;

4. Rétablissement des droits des personnes licenciées après les grèves de 1970 et 1976 et des étudiants exclus de l'enseignement supérieur à cause de leurs opinions politiques; libération de tous les prisonniers politiques, y compris Edmund Zadrozynski, Jan Kozłowski et Marek Kozłowski; cessation des représailles pour raison d'opinion.

5. Diffusion par les mass medias de l'information sur la création du comité de grève interentreprises et publication de ses revendications;

6. Lancement d'actions réelles ayant pour but de sortir le pays de la crise, comme par exemple: diffusion publique de toutes les informations sur la situation socio-économique de la Pologne et possibilité donnée à tous les milieux et couches sociales de participer à la discussion sur le programme des réformes;

7. Payer tous les grévistes comme pendant les périodes de congé;

8. Augmentation du salaire de base de chaque travailleur de 2.000 zlotys par mois en compensation de l'augmentation du prix de la viande;

9. Échelle mobile des salaires;

10. Garantie de l'approvisionnement du marché intérieur en produits alimentaires et limitation de l'exportation aux surplus;

11. Introduction des cartes de rationnement pour la viande jusqu'à la stabilisation du marché;

12. Suppression des prix commerciaux et des ventes en devises étrangères sur le marché intérieur;

13. Désignation des managers en se fon-



dant uniquement sur leur qualification et non sur l'appartenance au parti. Suppression des privilèges de la police (MO), de la Sécurité (SB) et de l'appareil du parti par l'égalisation des allocations familiales et la suppression du système des ventes spéciales;

14. Droit à la retraite après trente-cinq ans de travail, à 50 ans pour les femmes et à 55 ans pour les hommes;

15. Suppression des différences entre les deux systèmes de pensions et de retraites par alignement sur le plus favorable;

16. Amélioration des conditions de travail des services médicaux afin d'assurer aux travailleurs les services dont ils ont besoin;

17. Création de crèches et d'écoles maternelles en nombre suffisant pour les enfants des mères qui travaillent;

18. Extension de la durée du congé maternel rémunéré à trois ans;

19. Limitation du temps d'attente pour l'attribution de logements;

20. Augmentation des indemnités de déplacement de 40 à 100 zlotys et de la prime de séparation;

21. Compensation dans les usines travaillant à plein temps de l'absence du samedi libre par l'allongement de la période de congé ou par l'introduction de jours fériés particuliers.

Sur la liste des 21 revendications, seulement trois sont spécifiquement matérielles: 2.000 zlotys d'augmentation égale pour tous, celle des frais de déplacement professionnel et l'échelle mobile des salaires. Les militants de l'opposition – dont certains tels Anna Walentynowicz et Lech Walesa,

élus au comité de grève – sont dépassés et paniqués. "Jamais ils n'accepteront ça !" "Oui, c'est vrai, ils n'accepteront pas ça. Mais c'est ce qu'on veut, il faut le dire! Qui, sinon, le dira ?", lance un ouvrier dans la foule. La discussion est difficile. C'est que les grévistes apprennent tout sur le tas: le contenu de la société à laquelle ils aspirent et la tactique de la lutte.

L'organisation du comité de grève interentreprises (MKS)

Parallèlement à l'élaboration des revendications, dans chaque entreprise, l'organisation de la grève avance. Des comités de grève sont élus partout et envoient une délégation au chantier naval Lénine. Le comité de grève interentreprises (MKS) rassemble alors 400 délégués qui font la navette entre Lénine et leur entreprise, rendant compte du déroulement de la grève et des négociations. Ils peuvent être révoqués à tout moment. L'usage des magnétophones à cassette s'est généralisé. Ainsi, dans chaque usine, les travailleurs pouvaient suivre le déroulement des travaux du MKS et des négociations, enregistrées.

La MKS a aussi mis sur pied des commis-

sions de travail (entretien, information, liens avec les journalistes présents sur place, sécurité) et décide si certaines entreprises doivent continuer à travailler pour assurer les besoins des grévistes. Ainsi la raffinerie produit, au ralenti, l'essence nécessaire aux transports; des bus et des trains circulent, l'industrie alimentaire dépasse les plus hautes normes (fixées par les bureaucrates auparavant) pour assurer l'approvisionnement de la population. Pour mener les négociations et diriger la grève d'heure en heure, le MKS élit en son sein un présidium de 13 personnes. Au fur et à mesure que le mouvement s'étend, le MKS grossit. A la fin de la grève on comptera près de 1.000 délégué(e)s!

Le syndicat libre c'est le contrôle

Les discussions fusent: sur la plate-forme, mais aussi sur tout ce que la grève avait fait découvrir: la démocratie, le syndicalisme, le rôle des travailleurs dans la marche du pays. Sur les revendications, tout le monde est d'accord: "Le plus important, c'est le syndicat libre!" Les 21 revendications ressortent dans les discussions sur le rôle du syndicat. "Le syndicat libre, c'est le contrôle des choix économiques à tous les niveaux: local, régional, national. Il faut un nouveau plan et c'est comme ça qu'on le fera".

Au cours de ces journées, la bureaucratie est divisée et est incapable de se résoudre à une décision: — céder ou réprimer. Les journaux polonais changent de ton du jour au lendemain au gré des rapports de forces au sein du comité central du parti. Les grévistes prennent de plus en plus conscience du sens de leur lutte. La TV polonaise mentionne longuement les grèves de Gdansk et Szczecin, impossibles à cacher, soulignant à quel point elles gênent les "petites gens", des employés devant se lever deux heures plus tôt pour se rendre au travail, des mères de famille n'arrivant pas à faire leur courses, des écoliers désireux de se rendre en classe, etc. Elle présente de longues interviews d'ouvriers au travail, ailleurs en Pologne, qui expliquent que travailler est la seule manière pour améliorer "la situation désastreuse du pays". Mais les travailleurs ne sont pas dupes. Ils voient qu'une grève générale est possible et attendent le signal.

L'appel à la grève générale ne viendra pas. A Gdansk, le MKS se refuse à toute aventure. Sûr de gagner ou refusant de montrer son incertitude, il attend calmement les propositions constructives du pouvoir. Le comité de grève prépare même un appel aux travailleurs de Pologne: "Nous ne

sommes pas pour l'extension des grèves qui risquent de pousser le pays à la limite de l'effondrement, n'entreprenez pas de nouvelles grèves.", avant de préciser: "Si nous n'obtenons pas de résultats d'ici trois ou quatre jours, alors, que les grèves s'étendent!". Au dernier moment, craignant que tout le monde interprète un tel communiqué comme signifiant que le pouvoir s'est déplacé de Varsovie à Gdansk,

Le syndicat libre est créé, reçoit des locaux officiels. Le droit de grève était reconnu. Les grévistes et "les personnes les aidant" se voient garantir l'impunité. Le présidium du MKS se transforme en direction provisoire du syndicat. Si, sur les questions matérielles, l'accord signé n'est pas aussi net, le gouvernement s'engage à présenter à une date précise un programme détaillé de leur réalisation, reconnaissant ainsi une



Lech Walesa au mégaphone

du Comité central au MKS, le gouvernement s'oppose à sa télédiffusion.

Le pouvoir cède

Un nouveau représentant du gouvernement, Mieczyslaw Jagielski, est envoyé à Gdansk pour négocier avec le MKS. Il se montre intransigeant sur la question du syndicat libre, tentant d'orienter la question vers une "libéralisation" des syndicats officiels.

Dans l'appareil, des luttes très dures éclatent entre les partisans de la "manière dure" et ceux qui pensent encore pouvoir s'en sortir en magouillant. Le Ve plénum du Comité central, qui se tient le 30 août, est particulièrement divisé: huis clos fut total, même les sténos ne peuvent pas entrer! A la base du Parti ouvrier unifié polonais (POUP, au pouvoir), l'effervescence n'est pas moindre. Près de 40 % des délégués du MKS ont leur carte du parti en poche. Des réunions de cellules ou de cadres intermédiaires sont annulées par peur de ne pas pouvoir répondre aux questions "de la base".

Pendant deux jours de discussions au finish, Jagielski tente vainement de vider de leur contenu les revendications politiques. Puis la bureaucratie cède sur toute la ligne.

autorité plus haute que la sienne.

Pour tous les travailleurs la victoire est considérable. La reconnaissance de syndicats indépendants du pouvoir, non limités géographiquement, ouvre pour leur vie et pour leurs luttes une nouvelle période. Ils peuvent accumuler leurs forces et préparer de nouveaux combats. Le contenu de l'accord a correspondu à leur niveau de conscience: ils ont reculé devant l'idée de la prise du pouvoir et affirmé que leur grève n'était pas politique, mais ils ont considéré en même temps que la plupart des prérogatives du syndicat étaient celles des fonctions d'un véritable pouvoir ouvrier. ■

Article écrit sur base du dossier écrit par Cyril Smuga (Jan Malewski) en septembre 1980, dans *Imprecor* n°84, et intitulé "La victoire au bout de la grande grève."

(1) L'opposition polonaise, alors organisée au sein du Comité de défense des ouvriers (KOR) devenu Comité d'autodéfense sociale (KSS-KOR), du Mouvement de défense des Droits de l'Homme et du Citoyen (ROPCiO), et de la Confédération de la Pologne Indépendante (KPN), publiée depuis 1976 de nombreux bulletins clandestins.

(2) Ce que beaucoup de travailleurs aimeraient pouvoir faire aujourd'hui, notamment en Belgique!

(3) CRZZ: la centrale syndicale officielle.

20 août 1940: Trotsky assassiné⁽¹⁾

✦ par Marcel Liebmann,
écrit le 20 août 1965

A l'aube du XXe siècle, ils étaient rares les socialistes européens qui mettaient en doute la proximité, ou même l'imminence, de la prise du pouvoir par le prolétariat et l'abolition du capitalisme. A certains égards, le siècle que nous vivons est l'histoire d'une tragique désillusion: malgré des crises profondes et des bouleversements considérables, malgré deux guerres mondiales, malgré d'autre par, des tentatives parfois héroïques d'imposer sa volonté novatrice et révolutionnaire, le prolétariat n'a pas abattu le colosse.

Les défaites d'une classe s'accompagnent des souffrances de ceux qui en constituent la masse et de ceux qui en sont les défenseurs et les porte-parole. C'est comme si les tragédies collectives ne se contentaient pas de l'anonymat et tentaient de survivre

dans la mémoire des hommes en se parant de noms illustres: Jaurès, assassiné à la veille de l'hécatombe de 1914-1918; Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, abattus en janvier 1919, au lendemain de l'Armistice. Vingt ans plus tard, un autre des plus grands socialistes contemporains, Léon Trotsky, tombait, victime d'un criminel, à Coyoacan, au Mexique.

Une vie de révolutionnaire

Le mardi 20 août 1940, un agent de la Guépéou, Jacques Mornard – de son vrai nom Ramon Mercader – qui avait réussi à tromper la confiance du grand révolutionnaire et de ses amis, pénétrait dans le cabinet de travail de Trotsky. Il lui remit des feuillets dactylographiés, correction d'un vague article que l'assassin soumettait, pour approbation, à sa victime. Trotsky n'eut pas le temps de finir sa lecture: un formidable coup de piolet abattit le vieux lutteur. Il n'en continua pas moins à lutter:

"le crâne broyé, le visage ensanglanté, Trotsky bondit, lança au meurtrier tous les objets qui lui tombaient sous la main, livres, encrier, . . . , puis se jeta lui-même sur lui . . . Il se battit comme un tigre, il se colleta avec le meurtrier lui mordit la main et lui arracha le piolet".⁽²⁾

Transporté à l'hôpital et trépané, deux heures plus tard, Trotsky résista encore vingt-quatre heures. Le lendemain, 21 août 1940, il s'éteignit. Il avait 61 ans. Soixante et un ans d'une vie de militant socialiste, théoricien marxiste, de combattant révolutionnaire – lui, le vainqueur d'octobre – d'exilé politique, d'homme chassé de partout, partout traqué par les agents d'un Etat qu'il avait contribué à faire naître.

Il était né en 1879, dans le village ukrainien de Yanovka, de parents appartenant à la petite bourgeoisie juive et, dans l'affrontement ultérieur avec Staline, cette circonstance, elle aussi, allait être exploitée



Trotsky dans son bureau, Coyoacan

contre lui: l'antisémitisme, plus personne n'en doute sérieusement, eut sa place dans l'arsenal abondamment garni des armes staliniennes. A 18 ans, il rejoignit un groupe de socialistes-révolutionnaires, parti d'opposition au tsarisme, plein d'ardeur, mais fondé sur les vieux rêves populistes, petit-bourgeois et paysans. Trotsky – qui n'était encore que Léon Davidovitch Bronstein – ne tarda pas à adhérer au marxisme et à la social-démocratie russe. Arrêté en 1898, il passa deux ans en prison, puis fut déporté en Sibérie: il n'avait pas vingt ans! En 1902, il réussit à s'échapper et à rejoindre l'Europe occidentale pour y rencontrer Lénine et participer à l'organisation et au développement du socialisme russe.

"Révolution permanente".

Entretemps, profitant de la "répétition de 1905", il était rentré en Russie et avait été élu, à 25 ans, président du Soviet de Saint-Petersbourg. Nouvelle arrestation, nouvelle déportation en Sibérie et nouvelle fuite pour l'Europe où il reprit son existence d'exilé révolutionnaire.

Octobre et l'Armée rouge

Pendant la guerre 1914-1918, Trotsky, qui participa aux congrès de Zimmerwald (septembre 1915) et de Kiental (avril 1916) où se créa l'embryon de la future IIIe Internationale, combattit de toutes ses forces contre les socialistes, ralliés au patriotisme et à l'impérialisme. Son activité lui valut

avec les adversaires, organisant les forces révolutionnaires.

Tant et si bien que ce nouveau venu au Parti de l'avant-garde prolétarienne fut aussitôt associé, aux côtés de Lénine, à la direction du nouveau régime que, seul avec le fondateur du Parti bolchevik, il incarna, aux yeux de la classe ouvrière russe, aux yeux de l'Europe et d'un monde hostile, haineux, mais médusé et admiratif. A l'époque où son armée de falsificateurs ne s'était pas encore mise en branle pour tronquer, mutiler et déformer l'histoire, Staline lui-même était forcé de reconnaître dans la Pravda du 6 novembre 1918, que "tout le travail d'organisation pratique de l'insurrection s'effectua sous la direction de Trotsky, président du Soviet de Petrograd. On peut dire avec certitude qu'en ce qui concerne le rapide passage de la garnison du côté du Soviet et l'habile organisation du travail du comité de guerre révolutionnaire, le parti en est avant tout et surtout redevable à Trotsky".⁽³⁾

Puis, ce fut Brest-Litovsk. Trotsky conduisit la délégation soviétique chargée de négocier la paix avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Avec un art consommé et une effronterie sans égale, il fit traîner les pourparlers en longueur dans l'espoir de voir éclater la révolution en Europe. Cette espérance s'avéra vaine. Le 4 mars 1918, les bolcheviks devaient accepter les conditions draconiennes dictées par les Empires centraux. Ce fut l'occasion d'un conflit extrêmement grave au sein du Parti bolchevik: Lénine, mué en chef d'Etat plein de réalisme, prônait une paix inévitable; la "gauche" réclamait la guerre révolutionnaire contre l'Allemagne, tandis que Trotsky défendait les vertus d'un pari malheureux, mais qui faillit réussir et qu'il traduisait par la formule: ni guerre, ni paix.

La fin du conflit mondial raviva la guerre civile que l'opposition violente au nouveau pouvoir soviétique avait déclenchée en Russie. Attaqué, à l'intérieur, par les généraux blancs et, à l'extérieur, par des troupes japonaises, françaises, britanniques et tchécoslovaques, le gouvernement révolutionnaire fut plusieurs fois à deux doigts de sa perte: personne ne croyait vraiment dans ses chances de survie; Personne, sauf les combattants de l'Armée Rouge que Trotsky, métamorphosé en chef militaire, dirigea jusqu'à la victoire. Puis, ce fut, avec l'épisode de Cronstadt et de la NEP, une première pause après les heures héroïques



Trotsky, Lénine, Kamenev

Jusqu'en 1917, Trotsky tenta de surmonter les luttes que se livraient les Bolcheviks groupés autour de Lénine et les Mencheviks, partisans d'une action largement légaliste et d'une organisation de parti à l'occidentale. Pendant ces longues années d'exil, les controverses entre révolutionnaires russes furent acerbes. Trotsky reprocha à Lénine avec plus de talent polémique que d'intelligence politique, de vouloir créer un parti militarisé et de céder aux tentations du "jacobinisme". Aux Mencheviks, il objectait leur penchant de plus en plus avéré au réformisme, tandis que lui, reprenant et analysant une idée et même une expression de Karl Marx, affirmait l'inéluctable nécessité de la

d'être expulsé de France, puis, exilé en Amérique, d'être arrêté par les autorités britanniques, alors qu'il tentait de rejoindre la Russie après l'éclatement de la Révolution de février. C'est alors – après son retour à Petrograd – qu'il allait donner toute la mesure de son génie révolutionnaire.

Rallié au Parti bolchevik en juillet 1917, il en devint rapidement – et malgré toutes les divergences passées – un des principaux leaders. Mais il fut surtout l'organisateur de l'insurrection d'Octobre. QU'on relise à cet égard le célèbre reportage de John Reed Dix jours qui ébranlèrent le Monde: Trotsky est partout, écrivant, meetinguant, conférenciant, coordonnant, dirigeant, polémiquant

des conquêtes révolutionnaires. La Russie, décimée par la guerre et l'intervention étrangère, par le désastre économique et la disette ne pouvait compter, dans ses efforts de construction et de reconstruction, que sur un Parti bolchevik, lui aussi affaibli par les sacrifices, qu'il avait consentis et par les responsabilités qu'il avait dû assumer. Les signes inquiétants d'une dégénérescence bureaucratique apparaissaient et se développaient, contre lesquels Lénine luttait avec des forces défaillantes.

A peine avait-il disparu de la scène politique, abattu par la maladie, que les ennemis de Trotsky se coalisèrent contre lui. Raconter les péripéties de cette lutte impitoyable, déloyale, perfide, c'est décrire la naissance et le développement de cette véritable "maladie infantile du communisme" que fut l'Etat stalinien.

Assassiné mais vivant

Jusqu'en 1927, contre une bureaucratie déchaînée et une police toujours plus puissante, Trotsky tenta de rétablir la démocratie interne du Parti et de redresser une politique qui, sur le plan extérieur, se résignait à la consolidation et au repli. Son ennemi eut raison de lui. Exclu du Parti en décembre 1927, il fut exilé à Alma-Ata, dans le Kazakhstan, en janvier 1928. Séparé par plusieurs milliers de kilomètres du centre de la scène politique, il y apparut trop dangereux encore: en février 1929, il était chassé d'URSS. Il résida jusqu'en novembre 1932 dans la petite île de Prinkipo, coin de terre perdu dans la mer de Marmara.

L'exil et la persécution, sans oublier la lâcheté de tous les gouvernements qui lui refusèrent l'asile politique, le chassèrent en France d'abord (par un crochet par Anvers où les autorités belges lui interdirent de débarquer), puis en Norvège et finalement au Mexique. Tandis que l'arbitraire, la calomnie et la violence avaient raison, en Russie même, de l'Opposition de Gauche qui reconnaissant son leader en Trotsky, ce dernier était traqué par tous les sbires de l'Etat stalinien: agents chargés de l'abattre, "historiens" chargés de le vilipender, tandis que des millions de militants communistes trompés en venaient à croire le flot de calomnies répandues sur son compte et sur celui des autres victimes de la terreur: terroristes et espions, laquais de la bourgeoisie et collaborateurs de la Gestapo et de l'Intelligence Service, et nous en passons et des meilleures.

Ses enfants – deux fils et deux filles – furent directement ou indirectement victimes de

cette persécution. Ses collaborateurs les plus proches furent assassinés: ses huit secrétaires furent tour à tour liquidés par des tueurs, camouflés, quand il le fallait en "trotskystes déçus" et vengeurs.

Le 21 août 1940, il y a vingt-cinq ans, jour pour jour⁽¹⁾, cette innombrable séquelle de vilénies et de crimes fut couronnée par l'assassinat du "Vieux". Sa veuve, qui avait été témoin de sa gloire, de ses victoires, de ses défaites et de son assassinat lui survécut jusqu'en 1961.

Voilà, très et trop brièvement résumé, pour Trotsky, le Prophète armé, désarmé, exilé et assassiné, selon les expressions de son meilleur biographe, Isaac Deutscher.

Voilà pour Trotsky dernier représentant, dans l'ordre chronologique – et avec Mao Tsé-toung – des plus illustres militants qui luttèrent pour faire du socialisme une réalité vivante. Voilà pour Trotsky, aujourd'hui, plus vivant, dans la mémoire, dans la discussion vivifiante, dans l'étude enrichissante et dans l'inspiration qu'il insuffle et les leçons qu'il inspire, plus vivant que son triomphateur démythifié, délogé du mausolée que byzantinisme édifia sur la Place Rouge, voilà pour Trotsky. Mais qu'en est-il du "trotskysme"?

Mythe et réalité du "trotskysme"

"Est-il besoin de répéter" écrivait Trotsky en 1929, "que je n'ai jamais prétendu et que je ne prétends pas créer une doctrine particulière?" IL avait raison. Le trotskysme, comme idéologie, n'existe pas et Zinoviev reconnut un jour qu'à l'époque de la "troïka", c'est-à-dire de la direction apparemment collective de Staline, de Zinoviev et de Kamenev (1923-1925), ce furent les ennemis de Trotsky qui imaginèrent le trotskysme.

En réalité, le "trotskysme" est le fruit d'une double mystification de la propagande stalinienne. Celle-ci s'est employée à le présenter – dans sa vue policière de l'histoire – tout d'abord comme une orga-

nisation terroriste tout à la fois gauchiste et fasciste, révisionniste et aventuriste et ensuite, comme une théorie pernicieuse où se rencontrent l'insurrectionnalisme à tout prix et la haine de la paysannerie. Autant d'affirmations, autant de demi-vérités se transformant très rapidement en contre-vérités et en mensonges. Passons sur le complot terroriste des trotskystes et de Trotsky agent-de-la-Gestapo-et-de-l'Intelligence-Service-saboteur-et-assassin. Les staliniens les plus attardés n'y croient plus et s'efforcent d'oublier que toutes ces imbécilités furent effectivement proférées et diffusées. Malheureusement, pour les accusations politiques, les mythes ont la vie plus longue.



Trotsky ennemi de la paysannerie? Comment le croire, alors qu'il préconisa, dès 1905, l'alliance du prolétariat industriel et de celui des campagnes pour lutter contre le tsarisme et instaurer le socialisme? Alors qu'il dirigea l'Armée Rouge, au sein de laquelle les paysans étaient nombreux et sans doute majoritaires? Alors qu'il s'opposa à la collectivisation forcée et forcenée des campagnes à laquelle procéda Staline et qui coûta l'Union Soviétique

tant de souffrances inutiles. Ce qui est vrai, c'est que Trotsky, en marxiste croyait, pour reprendre ses propres termes, que "l'histoire du capitalisme est l'histoire de la subordination de la campagne à la ville"⁽⁴⁾ et que, dans l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, le rôle dominant devait être joué par les ouvriers.

Trotsky, un partisan de l'insurrection-à-tout-prix, de l'aventurisme ou du putschisme? Il faut pour le croire, nier l'évidence, ce qui, il est vrai, est devenu, l'habitude aidant, la chose la plus facile du monde. Aventurier, lui, qui s'opposa, contre l'avis de Lénine, à la campagne de Pologne, en 1920, se terminant par la retraite des armées soviétiques? Qui s'opposa à la tentative révolutionnaire avortée des communistes allemands de 1921 à 1923? Qui met en garde, à de nombreuses reprises, contre l'illusion d'un effondrement imminent du capitalisme? En réalité, ce qu'on appelle "l'aventurisme trotskyste" n'est rien d'autre que la conscience claire des limites du simple programme "démocratique" et le désir de ne pas brider l'action des masses, au moment où celles-ci se mettent en mouvement, par des considérations qui tiennent plus du calcul diplomatique que de la nécessaire prudence. L'alternative stalinienne à cet aventurisme, nous en connaissons la nature: c'est ce hochepot écœurant de terminologie tantôt révolutionnaire, tantôt patriotique, mais toujours opportuniste, dissimulant mal une politique attentiste, sclérosée et d'une inefficacité presque pathétique.

La haine et le mépris des paysans, le goût de l'aventure irresponsable, voilà ce que le "trotskysme" n'est pas. Mais alors qu'est-il? Rien d'autre qu'une fidélité au marxisme révolutionnaire. Trois notions se dégagent de la riche littérature théorique dont Trotsky fut l'auteur: celle de la Révolution permanente, celle de l'internationalisme et, en réaction contre les ravages du stalinisme, celle d'un marxisme sérieux.

L'idée de la Révolution permanente, mériterait une longue et attentive analyse. En dernier ressort, elle se confond avec la volonté de dépasser la phase bourgeoise de la révolution pour aborder, en un processus quasi continu, sa phase socialiste, cette tâche étant avant tout celle de la classe ouvrière. D'autre part, c'est dans l'internationalisme de Trotsky que s'exprima son marxisme. Rien n'était plus étranger à son esprit que l'exaltation chauvine dans laquelle se complut le

stalinisme et qu'imitèrent, dans leurs provinces respectives, ses représentants dans le monde. Certes, il reconnaissait à l'URSS la nécessité de recourir à une "politique d'Etat", et aux ressources de la diplomatie, mais comme le dit Isaac Deutscher, il estimait que "c'est l'affaire des diplomates de traiter avec le gouvernement bourgeois existants... mais l'affaire des révolutionnaires, c'est de les renverser". (5) C'est pourquoi il insista, mais en vain, pour une séparation nette des fonctions respectives de l'Internationale communiste et de l'Etat soviétique.

Il y eut, finalement, cette dernière caractéristique de l'"idologie" de Trotsky: son attachement à un marxisme sérieux, à un marxisme honnête. Concrètement, cela signifiait la poursuite d'une recherche objective, quoique naturellement et inévitablement engagée, des réalités de l'évolution économique et politique et de la lutte des classes. Il faut ici noter et souligner que, jusque dans ses diatribes et ses polémiques, Trotsky s'efforça de comprendre et d'analyser, selon les schémas du marxisme. Son objectivité n'était pas le refus confortable de prendre position, mais l'attribut même de son engagement. La démonstration la plus éclatante de cette honnêteté et de cette objectivité, il l'offrit quand il défendit le droit pour l'URSS et pour Staline, son persécuteur, de conclure un traité de non-agression avec l'Allemagne nazie en août 1939, quand il lui reconnut le droit d'attaquer la Finlande, dans la perspective d'une inévitable confrontation avec cette même Allemagne.

Et surtout, lorsque, jusqu'à la fin de sa vie, et souvent contre ses propres camarades de combat, il soutint que l'URSS, malgré le stalinisme, demeurait un Etat ouvrier qui devait être inconditionnellement être défendu. C'est cela le marxisme sérieux de Trotsky. Il serait inutilement cruel de le comparer à ce mélange nauséabond d'incantations liturgiques, d'invectives démoniaques et de dogmatisme stérile qu'a été le stalinisme.

Certes, à côté de sa grandeur, Trotsky eut des faiblesses. Il fut un penseur puissant, un littérateur brillant, un administrateur hors pair, un orateur exceptionnel, un chef révolutionnaire sans égal. Il paraît cependant avoir été un piètre politique et alors que, dans tous les domaines que nous avons cités, il dépassait, et de cent coudées, son rival Staline, sur le plan de la tactique, il paraît presque totalement démuné.

Que le jugement qu'il porta parfois sur l'évolution de l'Union Soviétique et sur la nature du stalinisme appelle peut-être des réserves, on en convient facilement. Il sous-estima incontestablement son ennemi qu'il jugeait, à tort, comme étant "la plus éminente médiocrité du parti"⁽⁶⁾. Il sous-estima peut-être les possibilités d'évolution graduelle que recelait l'industrialisation de l'URSS dont il avait été un des premiers partisans⁽⁷⁾. Il commit des erreurs qu'il reconnut et d'autres dont il demeura inconscient.

Mais, jusque dans ses erreurs et jusque dans ses faiblesses, Trotsky demeura fidèle à sa vocation de révolutionnaire. Quelques mois avant sa mort, il écrivait dans un langage plein de dignité: "Dans les quarante-trois années de ma vie consciente, j'ai combattu sous la bannière du marxisme. Si je devais tout recommencer, j'essaierais d'éviter telle ou telle faute, mais le cours principal de ma vie resterait inchangé. Je mourrai en révolutionnaire prolétarien, en marxiste, en partisan du matérialisme dialectique et, par conséquent, en athée irréductible. Ma foi en l'avenir communiste de l'humanité est non moins ardente; en vérité, elle est aujourd'hui plus ferme qu'elle ne l'était dans les jours de ma jeunesse."⁽⁸⁾

Et tandis que le vieux lutteur, chancelant mais inébranlable, parlait ainsi, l'assassin, dans l'ombre, aiguisait son arme. Le 20 août 1940, il l'abattait sur Léon Trotsky. Il y a aujourd'hui vingt-cinq ans... ■

(1) A l'occasion du 70e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky, nous reproduisons l'article de Marcel Liebmann paru dans *La Gauche* d'août 1965.

(2) *Le Prophète hors-la-loi*, Isaac Deutscher, p. 669.

(3) Cité par Trotsky (*La Révolution défigurée*) dans *De la Révolution*, Paris, Editions de Minuit, 1963.

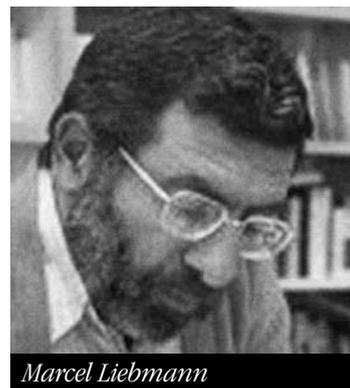
(4) Cité par E.H. Carr, *The Bolshevik Revolution*, vol III, p. 144.

(5) *Le Prophète désarmé*, Isaac Deutscher, p. 436.

(6) *Ma Vie*, Trotsky, p. 518.

(7) Et ce, à une époque où Staline estimait que la Russie avait autant besoin d'une centrale électrique sur le Dniepr qu'un moujik a besoin d'un gramophone.

(8) (8) Cité par Isaac Deutscher dans *Le Prophète hors-la-loi*, p. 636.



Marcel Liebmann

123

L'impossible capitalisme vert

Daniel Tanuro

16 euros

D'un côté, trois milliards de gens vivent dans des conditions indignes de l'humanité. Enseignement, santé, énergie, eau, alimentation, mobilité, logement : individuellement leurs besoins sont modestes mais, au total, ils sont énormes. Comment les satisfaire sans augmenter la production? De l'autre, deux cents ans de productivisme ont mené le climat au bord de l'infarctus. La réalité nous impose de réduire radicalement et très vite les émissions de gaz à effet de serre. Donc la production matérielle. Comment stabiliser le climat tout en satisfaisant le droit légitime au développement de celles et ceux qui n'ont rien et qui sont, en même temps, les principales victimes du réchauffement? C'est le casse-tête du siècle. Dans ce livre Daniel Tanuro propose de réconcilier l'écologie et le projet socialiste parce que le capitalisme ne saura rien résoudre. Il montre que la politique climatique des gouvernements enrichit les grands pollueurs qui ont intérêt à brûler des combustibles fossiles le plus longtemps possible. Il plaide pour que l'énergie, bien commun de l'humanité, soit soustraite à la logique du profit, afin que la transition vers une société économe fondée sur les renouvelables se fasse dans la justice sociale. Si l'on n'est pas capable d'articuler luttes sociales et écologiques, le capitalisme causera des catastrophes humaines et environnementales. Quelles erreurs ceux qui se réclament du socialisme ont-ils commises pour que cette articulation soit si difficile?

Daniel Tanuro est ingénieur agronome et environnementaliste. Il a fondé l'ONG belge "Climat et justice sociale". Il a rédigé la résolution "Changement climatique et taches des anticapitalistes" du dernier Congrès mondial de la Quatrième Internationale. ■

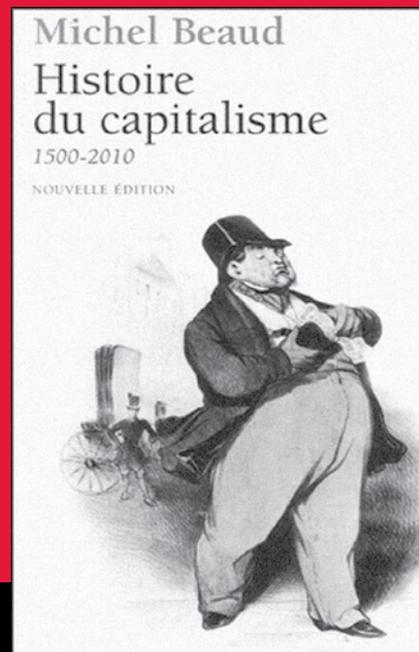


Histoire du capitalisme 1500 - 2010

Michel Beaud

10 euros

Comment nier la fascinante créativité de ce système qui, en quelques siècles, fait passer des métiers mécaniques mus par l'eau courante ou la vapeur aux robots industriels, à la télématique et aux biotechnologies, de l'imprimerie à Internet, de la découverte de l'Amérique à l'exploitation de l'espace ? Avec les indéniables progrès qu'il engendre, avec l'industrialisation, la salarisation, le chômage, la précarisation, le développement des villes, avec les conquêtes coloniales, les crises, les guerres, la décolonisation, la mondialisation et la grande mutation en cours, le lecteur trouvera dans ce livre, ramassée et fulgurante, l'histoire du capitalisme. ■



L'école n'est pas une entreprise

Christian Laval

346 pages, 11,50 euros

L'école est soumise à des pressions considérables pour qu'elle se conforme aux nouveaux commandements du néolibéralisme auxquels toute institution doit se soumettre. Le système éducatif n'y échappe pas : dans ce nouveau modèle, il est menacé de se réduire à la formation du "capital humain" nécessaire aux entreprises. En s'appuyant sur une enquête approfondie, Christian Laval montre comment les "recommandations" des experts de l'OCDE, de la Banque mondiale, de l'OMC et de l'Union européenne ont été appliquées par les différents gouvernements français depuis les années 1980. Elles se sont traduites par une réorganisation managériale des établissements scolaires, mis en concurrence entre eux pour assurer la liberté de choix des "consommateurs d'école", par une "professionnalisation" toujours plus poussée des études, par une décentralisation qui n'a rien à voir avec la démocratie promise.

Les enseignants sont sommés de participer activement à cette métamorphose de l'école publique, qui ouvre la voie à une marchandisation générale des savoirs et des apprentissages et à un renforcement des inégalités. Mais la réalisation intégrale de l'école néolibérale n'a rien de fatal. Résistances sourdes, luttes collectives, prise de conscience des dangers de cette mutation imposée par la globalisation du capitalisme : les acteurs de l'école doivent désormais affronter un débat crucial qui engage aussi le modèle de civilisation que nous voulons.

Christian Laval, agrégé de sciences sociales, est spécialiste de l'histoire de l'utilitarisme. ■



ABC

à lire

la gauche
comprendre le monde pour le changer

SAMEDI 4 DÉCEMBRE À PARTIR DE 14H, À BRUXELLES (PIANOFABRIEK)

60-61: LA GRÈVE DU SIÈCLE



EVOCATION DE LA GRÈVE GÉNÉRALE
CONTRE LA LOI UNIQUE

LEÇONS POUR AUJOURD'HUI

TÉMOIGNAGES, ATELIERS, DÉBATS, FILM

À L'INITIATIVE DE LA FORMATION LÉON LESOIL